
Décrochage scolaire: impact sur le développement économique et régional de la Mauricie

Frédéric Laurin, Ph.D. en économie
Professeur en économie, École de gestion
Chercheur à l'Institut de recherche sur les PME



Janvier 2024

TREM

—
TABLE RÉGIONALE DE L'ÉDUCATION
DE LA MAURICIE

Table des matières

Liste des figures.....	3
Liste des tableaux.....	4
Résumé exécutif.....	5
Introduction.....	11
Chapitre 1. Portrait du décrochage scolaire en Mauricie	13
Chapitre 2. Recension des impacts socio-économiques du décrochage scolaire	18
2.1 Conditions économiques.....	18
Revenus plus faibles.....	18
Emploi, chômage et taux d'activité.....	20
Pauvreté et dépendance économique.....	21
Taux d'épargne et gestion du budget familial.....	22
2.2 Impacts sociaux.....	22
Satisfaction au travail.....	22
Problèmes de santé.....	22
Santé mentale.....	22
Comportements antisociaux.....	23
Problèmes de consommation et de dépendance.....	23
Grossesses précoces ou non désirées.....	24
Perturbations émotionnelles et cercle vicieux du décrochage.....	24
2.3 Vitalité des communautés.....	25
Exclusion sociale.....	25
Cohésion sociale et santé démocratique.....	25
Coût d'opportunité des loisirs.....	26
Chapitre 3. Une estimation économique du coût du décrochage scolaire en Mauricie.....	27
Chapitre 4. Impacts sur le développement économique régional.....	36
4.1 Innovation et créativité.....	36
4.2 Productivité.....	39
4.3 Entrepreneuriat.....	41
4.4 Attractivité régionale.....	41
4.5 Mobilisation régionale.....	42
4.6 Effet auto-cumulatif du décrochage.....	42
Chapitre 5. Portrait socio-économique de la Mauricie.....	44
5.1 Croissance du PIB.....	44
5.2 Marché de l'emploi.....	45

5.3 Structure industrielle.....	47
5.4 Niveau de salaire, richesse et pauvreté	49
5.5 Entrepreneuriat	52
5.6 Conclusion du portrait socio-économique	53
Conclusion	55
Bibliographie.....	58

Liste des figures

Figure 1. Taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel) au secondaire, selon le lieu de résidence, 2019-2020.....	13
Figure 2. Évolution du taux de sorties sans diplôme ni qualification, réseau public (2007-2008 à 2019-2020)	14
Figure 3. Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint (2022), par région administrative.....	14
Figure 4. Évolution de la répartition de la population de 25 à 64 ans sans diplôme (2000-2022), par région administrative.....	15
Figure 5. Niveaux de compétence en littératie selon le plus haut niveau de scolarité atteint, population de 16 à 65 ans, Québec, 2012.....	16
Figure 6. Indice de littératie par région administrative et par MRC en Mauricie, 2021	17
Figure 7. Revenu d'emploi moyen selon le diplôme au Québec (2016)	19
Figure 8. Caractéristiques de la population active selon le diplôme scolaire au Québec (juillet 2023).....	20
Figure 9. Le cercle vicieux du décrochage scolaire	24
Figure 10. Ratio du revenu d'emploi moyen de la population avec diplôme par rapport au celui de la population sans aucun certificat, diplôme ou grade, par tranche d'âge, au Québec, 2016	29
Figure 11. Relations entre le décrochage et la productivité	40
Figure 12. Effet cumulatif du décrochage au niveau régional	42
Figure 13. Croissance réelle du PIB	44
Figure 14. Croissance réelle du PIB par région administrative, 2018-2022	45
Figure 15. Taux de chômage par région administrative – Niveau en juillet 2023 en pourcentage (%) et évolution entre 2013 et 2023 en points de pourcentage (p.p.)	46
Figure 16. Taux d'activité par région administrative (juillet 2023)	46
Figure 17. Évolution du taux d'activité par région administrative (2010-2023)	47
Figure 18. Relation entre la rémunération horaire moyenne des salariés (Québec, 2022) et l'indice de spécialisation de la Mauricie selon le PIB (2020), par secteur d'activité	48
Figure 19. Salaire horaire médian des employés, par région administrative	49
Figure 20. Mesures de richesse par habitant - Produit intérieur brut (PIB) et revenu disponible, par région administrative	50
Figure 21. Taux d'assistance sociale (0-64 ans).....	51
Figure 22. Taux de faible revenu (2020), par région administrative.....	52
Figure 23. Taux de création d'entreprises (nombre d'entreprises nouvellement immatriculées) par habitant âgé de 25 à 64 ans, moyenne 2018-2020	53

Liste des tableaux

Tableau R1. Résumé de l'ensemble des conséquences économiques et sociales du décrochage scolaire au niveau individuel et régional.....	6
Tableau R2. Estimation du coût global du décrochage scolaire en Mauricie, par année, selon méthode A ou B.....	9
Tableau R3. Résumé de l'analyse statistique de la Mauricie et cohérence avec l'argumentaire économique à propos des liens entre le décrochage et chaque variable.....	10
Tableau 1. Éléments d'une analyse coût-bénéfice du décrochage scolaire	18
Tableau 2. Données de Ménard (2009) – Participation citoyenne selon le niveau d'éducation au Québec	25
Tableau 3. Revenu d'emploi moyen, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade au Québec, données de 2016 actualisées en valeur de 2023 ¹	27
Tableau 4. Répartition de la population de 15 ans et plus, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu au Québec, 2016	28
Tableau 5. Calcul de l'écart de revenu d'emploi moyen au Québec, 2023	30
Tableau 6. Répartition de la population n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade, par tranche d'âge, en Mauricie.....	32
Tableau 7. Estimations du coût économique annuel du décrochage scolaire, par décrocheur, selon l'étude d'Hankivsky (2008).....	33
Tableau 8. Estimation du coût global du décrochage scolaire en Mauricie, par année	35
Tableau 9. Résumé de l'analyse statistique de la Mauricie et cohérence avec les hypothèses théoriques à propos des liens entre le décrochage et chaque variable	54
Tableau 10. Résumé de l'ensemble des conséquences économiques et sociales du décrochage scolaire au niveau individuel et régional.....	56

Résumé exécutif

Dans ce rapport, nous montrons que le décrochage scolaire engendre des conséquences économiques et sociales significatives pour la Mauricie.

Pour ce faire, nous proposons une démarche en quatre étapes :

1. Répertorier, par une revue de la littérature, l'ensemble des **impacts socio-économiques** du décrochage scolaire, tant sur le plan individuel (pour les décrocheurs) que sur le plan régional (coûts économiques et sociaux);
2. Calculer une **estimation économique** des coûts du décrochage en Mauricie;
3. Présenter un argumentaire économique démontrant les impacts du décrochage scolaire sur le **développement socio-économique** d'une région telle que la Mauricie;
4. Présenter un **portrait socio-économique** de la Mauricie, afin d'illustrer cet argumentaire économique établissant une relation entre le décrochage scolaire et le développement régional.

Portrait du décrochage scolaire

- **Taux de décrochage scolaire** : la Mauricie enregistre l'un des plus forts taux de décrochage scolaire (15,9%) parmi les régions administratives (RA) du Québec, contre 13,5% dans l'ensemble du Québec.
- **Niveau d'éducation** : la Mauricie dans les derniers rangs parmi les RA pour la proportion de sa population n'ayant aucun diplôme, soit 14,7% contre 9,7% seulement dans l'ensemble du Québec.
- **Indice de littératie** : La Mauricie est en 8ième position avec un taux de 53,4%, soit la proportion de la population âgée de 15 ans et plus n'atteignant pas le niveau 3 du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), un niveau supérieur à l'ensemble du Québec (47%).

La région fait donc face à des enjeux importants en matière de persévérance scolaire.

Impacts socio-économiques du décrochage scolaire

La littérature scientifique identifie une série complète de conséquences socio-économiques du décrochage scolaire. Ces impacts – résumés dans le tableau R1 ci-dessous – sont multiples :

- Pour les **décrocheurs** : sur le revenu, la pauvreté, la qualité de vie, la santé, le bien-être, etc.
- Pour les **employeurs** : sur l'innovation et la créativité, la productivité, le taux de roulement, la croissance, le potentiel de croissance, etc.

- Pour la **région** : coûts économiques et sociaux, limitation du potentiel de développement de la région, perte de PIB, etc.

Tableau R1. Résumé de l'ensemble des conséquences économiques et sociales du décrochage scolaire au niveau individuel et régional

	Impacts individuels chez les décrocheurs (hausse du risque individuel)	Impacts socio-économiques régionaux
Revenus et richesses	<ul style="list-style-type: none"> • Revenus plus faibles • Chômage et absence d'emploi (inactivité) • Actifs financiers réduits • Faible taux d'épargne • Pauvreté, précarité financière et dépendance économique • Faible possibilité d'avancement professionnel 	<p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Dépenses sociales ➔ Perte de recettes de taxes et d'impôt ➔ Coût d'assurance-emploi <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Perte de PIB ➔ Pauvreté territoriale ➔ Cohésion sociale ➔ Problèmes sociaux (santé physique et mentale, dépendance et surconsommation, criminalité, vandalisme, etc.) ➔ Perte d'attractivité régionale
Productivité au travail	<ul style="list-style-type: none"> • Faible productivité au travail • Déficit de connaissances générales et spécifiques, de formation, de compétences et de qualifications • Moindre prédispositions cognitives en matière de créativité, d'ouverture, de mode de pensée hors des sentiers battus et de résolution de problème • Moindre capacité d'adaptation et de flexibilité cognitive face à l'innovation et aux nouvelles technologies 	<p>Employeurs et région</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Faible capital humain ➔ Perte de productivité ➔ Limitation du potentiel créatif ➔ Moindre capacité d'innovation ➔ Moindre capacité de transformation et d'adaptation technologique <p>Employeurs</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Faible rendement des investissements en formations continues <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Croissance économique handicapée ➔ Moindre entrepreneuriat régional ➔ Affaiblissement de la structure industrielle ➔ Perte d'attractivité régionale
Employabilité	<ul style="list-style-type: none"> • Faible employabilité • Inactivité / Exclusion du marché du travail • Faible satisfaction au travail 	<p>Employeurs</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Sous-utilisation des capacités productives ➔ Pénuries de main-d'œuvre ➔ Fort taux de roulement dans les organisations ➔ Perte de productivité <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Inefficiency du marché du travail ➔ Chômage et faible taux d'activité <p>Gouvernement et employeurs</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Coûts de réinsertion au marché du travail

Impacts sociaux	<ul style="list-style-type: none"> • Problèmes de santé physique et mentale • Comportements antisociaux (délinquance, vandalisme, crime et incarcération) • Problèmes de consommation et de dépendance • Grossesses précoces ou non désirées 	<p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Coûts supplémentaires système de santé ➔ Dépenses sociales ➔ Dépenses policières et carcérales ➔ Coûts vandalisme <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Cohésion sociale ➔ Problèmes sociaux (santé physique et mentale, dépendance et surconsommation, criminalité, vandalisme, etc.) ➔ Perte de bien-être et de qualité de vie pour la communauté ➔ Perte d'attractivité régionale ➔ Coûts de nettoyage et de réparation (vandalisme) ➔ Hausses primes et coûts d'assurance
Société	<ul style="list-style-type: none"> • Exclusion sociale • Moindre participation communautaire, civique et politique • Manque d'estime de soi et de statut social 	<p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Dépenses sociales <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Vitalité des communautés ➔ Cohésion sociale ➔ Santé démocratique

Tous ces impacts risquent de créer un **cercle vicieux du décrochage** dans la région: une forte proportion de décrocheurs dans la population d'une région engendre plus de risques socio-économiques (pauvreté, chômage, exclusion, criminalité, incarcération, grossesses précoces, etc.), qui sont eux-mêmes des facteurs de risque pouvant expliquer qu'un jeune décroche. Il y a donc un **effet cumulatif et persistant** du décrochage dans le temps dans une région, avec un risque de legs intergénérationnel du décrochage.

Une estimation économique du coût du décrochage scolaire en Mauricie

Nous proposons une démarche permettant de calculer une estimation économique des coûts du décrochage en Mauricie. Le tout est résumé dans le tableau R2 ci-dessous.

Revenus d'emploi perdus. Notre calcul se base d'abord sur les écarts de revenus entre les décrocheurs et les diplômés. Selon les données de Statistique Canada¹, le revenu d'emploi annuel moyen des individus sans aucun certificat, diplôme ou grade en 2016 est substantiellement plus faible relativement aux diplômés. On peut estimer cet écart selon deux méthodes :

Méthode A. On peut comparer les individus sans diplôme avec ceux qui ont réussi au moins un diplôme d'études secondaires (DES) ou un diplôme d'études professionnelles (DEP). Dans ce cas, l'écart de revenu est de 8 704 \$ par année et par décrocheur au Québec. Sur l'ensemble d'une carrière de 44 ans, cette perte de revenus s'élève à terme à 524 560 \$ par décrocheur (perte d'actif financier).

¹ Statistique Canada. Tableau 37-10-0152-01 Revenu d'emploi moyen, selon le groupe d'âge et le plus haut certificat, diplôme ou grade.

Méthode B. On peut aussi comparer l'écart entre les décrocheurs et l'ensemble des diplômés. Pour ce faire, on pondère le revenu moyen de chaque niveau de diplôme (DES/DEP, Cégep et université) par la part de la population ayant obtenu ce diplôme dans le total des diplômés. On obtient alors un écart moyen pondéré de 19 726 \$ par année par décrocheur au Québec, soit une perte de 1 226 039 \$ par décrocheur au Québec sur l'ensemble de la carrière (perte d'actif financier).

Les deux méthodes sont calculées par tranche d'âge, afin de tenir compte de l'évolution des revenus selon l'âge et l'expérience.

En utilisant les données sur le nombre d'individus sans aucun certificat, diplôme ou grade en Mauricie, par tranche d'âge, on peut ainsi estimer que la perte totale de revenus pour la Mauricie varie de 200,1 millions de dollars (méthode A) à 475,3 millions de dollars (méthode B) annuellement. On peut interpréter ce montant comme étant une perte de PIB, c'est-à-dire de potentiel économique pour la région.

Pour l'estimation des autres coûts du décrochage, nous nous basons sur l'étude d'Hankivsky (2008) qui a été réalisée dans le contexte canadien, et dont les données ont été actualisées en valeur de 2023.

Recettes d'impôts perdues. Avec un taux d'imposition moyen de 16,4%, cette perte de revenus donne pour le gouvernement une perte de recettes d'impôts variant de 1 427 \$ (méthode A) à 3 235 \$ (méthode B) par année et par décrocheur, soit un total variant de 35,9 (méthode A) à 81,4 (méthode B) millions de dollars pour la Mauricie annuellement.

Primes d'assurance-emploi. Cet écart de revenus donne aussi lieu à une perte de recettes pour le gouvernement provenant des primes d'assurance-emploi qui auraient pu être collectées sur ces revenus. Hankivsky (2008) estime cette perte à 96\$ par année et par décrocheur, soit un total de 2,4 millions pour la Mauricie annuellement.

Coût d'assurance-emploi. Il y a aussi un coût supplémentaire en versements d'assurance-emploi, en raison du plus fort taux de chômage au sein des décrocheurs. Hankivsky (2008) calcule ce coût à 3 915 \$ par année et par décrocheur, soit un total de 98,5 millions de dollars pour la Mauricie annuellement.

Coût de santé. Cette estimation fait référence au plus grand risque de développer des problèmes de santé au sein des décrocheurs. Hankivsky (2008) estime le coût en dépenses de santé à 11 459 \$ par année et par décrocheur. Cela totalise un coût de 288,3 millions de dollars en Mauricie annuellement.

Aide sociale et criminalité. Hankivsky (2008) donne aussi une approximation des coûts d'aide sociale et des coûts liés à la criminalité, soit respectivement 5 986 \$ et 317 \$ par année et par décrocheur. Ces conséquences représentent un coût total respectivement de 150,6 millions de dollars et de 8 millions de dollars en Mauricie annuellement.

Coût total pour le gouvernement. En additionnant les différentes pertes et dépenses supplémentaires pour le gouvernement, le coût total du décrochage pour le budget de l'État en

Mauricie représente 583,7 millions de dollars par année (méthode A) et à 629,2 millions de dollars (méthode B). Cela correspond à un montant par habitant de 15 ans et plus variant entre 2 406 \$ (méthode A) à 2 594 \$ (méthode B) en Mauricie.

Impact économique total. En additionnant l'impact de PIB (écart de revenus) et le coût pour le gouvernement, l'impact économique total pour la Mauricie se chiffre donc à 712 millions de dollars par année (méthode A) et à 941,7 millions de dollars (méthode B).

Afin de présenter un ordre de grandeur, cet impact économique total en Mauricie représente par habitant de 15 ans et plus un montant de 2 935 \$ (méthode A) ou de 3 882 \$ (méthode B) par année.

Tableau R2. Estimation du coût global du décrochage scolaire en Mauricie, par année, selon méthode A ou B

	Par décrocheur	Total régional (millions de dollars)
Perte de potentiel économique		
Revenus d'emploi perdus pour les décrocheurs (calculs de l'auteur) – Équivalent à une perte de PIB potentiel	8 704 \$ à 19 726 \$	200,1 M\$ à 475,3 M\$
Coûts liés aux revenus et au travail		
Recettes d'impôts perdues (calculs de l'auteur)	1 427 \$ à 3 235 \$	35,9 M\$ à 81,4 M\$
Primes d'assurance-emploi perdues (Hankivsky, 2008)	96 \$	2,4 M\$
Coût d'assurance-emploi (Hankivsky, 2008)	3 915 \$	98,5 M\$
Autres coûts (Hankivsky, 2008)		
Coût de santé	11 459 \$	288,3 M\$
Aide sociale	5 986 \$	150,6 M\$
Criminalité	317 \$	8,0 M\$
Total pour le gouvernement	23 201 \$ à 25 008 \$	583,7 M\$ à 629,2 M\$
Impact économique total	29 050 \$ à 38 264 \$	712,0 M\$ à 941,7 M\$

Impacts sur le développement économique régional

Au-delà de cette estimation purement comptable, nous démontrons aussi que la présence d'une forte proportion d'individus sans diplôme dans une région pouvait significativement handicaper son potentiel économique et productif. Nous présentons un argumentaire économique expliquant comment le décrochage scolaire peut impacter négativement plusieurs leviers du développement régional, tels que l'innovation et la créativité, la productivité des entreprises, l'entrepreneuriat, l'attractivité régionale et la mobilisation régionale.

Ces conséquences économiques sont plus difficiles à mesurer et à percevoir à court terme, et donc à comptabiliser monétairement. Mais, à plus long terme, les effets du décrochage scolaire percolent à travers l'ensemble du système productif d'une région, affaiblissant graduellement la capacité de croissance des entreprises et son développement. De ce point de vue, la lutte contre le décrochage scolaire devient un véritable axe de développement socio-économique régional.

Portrait socio-économique de la Mauricie

Afin d'illustrer cet argumentaire économique établissant un lien entre le décrochage scolaire et le développement régional, nous présentons enfin un portrait socio-économique de la Mauricie (tableau R3). On s'attendrait théoriquement à ce que le fort taux de décrochage scolaire et l'importance de la population sans diplôme dans la région coïncident avec une performance économique relativement faible. C'est ce que confirme le portrait socio-économique : la région se classe dans les derniers rangs parmi les RA pour la plupart des statistiques compilées. Les seules exceptions pour lesquelles la Mauricie se classe relativement bien concernent l'évolution récente de la région, avec une amélioration économique notable sur le plan de la croissance du PIB et du marché de l'emploi. Cependant, malgré cette embellie, on remarque que le niveau de richesse et de pauvreté reste problématique dans la région, ce qui est attendu avec un fort taux de décrochage scolaire.

Tableau R3. Résumé de l'analyse statistique de la Mauricie et cohérence avec l'argumentaire économique à propos des liens entre le décrochage et chaque variable

	Valeur	Rang sur 17	Cohérence
Croissance du PIB 2015-2022	11,4%	11	Moyenne
Croissance du PIB 2009-2013	-2,1%	17	Forte
Taux de chômage	3,2%	4	Faible
Évolution du taux de chômage 2013-2023	-6,3 p.p.	2	Faible
Taux d'activité	56,3%	15	Forte
Évolution du taux d'activité 2013-2023	-3,2 p.p.	2	Faible
Structure industrielle	Surtout centrée sur des secteurs d'activité de faibles-moyens salaires	-	Forte
Salaire horaire médian	28,48 \$	13	Forte
Croissance du salaire horaire médian 2013-2022	33,1%	11	Moyenne
PIB par habitant	40 595 \$	14	Forte
Revenu disponible par habitant	29 892 \$	17	Forte
Taux de faibles revenus	6,6%	14	Forte
Taux d'assistance sociale	6,7%	16	Forte

Introduction

Ce rapport de recherche s'intéresse aux conséquences économiques du décrochage scolaire en Mauricie, et plus particulièrement aux mécanismes par lesquels le décrochage scolaire peut avoir un impact sur le développement économique régional.

La Mauricie enregistre l'un des plus forts taux de décrochage scolaire parmi les régions administratives (RA) du Québec, soit de 15,9% contre 13,5% dans l'ensemble du Québec. De plus, elle se classe en queue de classement parmi les RA pour la proportion de sa population n'ayant aucun diplôme, soit 14,7% contre 9,7% seulement dans l'ensemble du Québec. La région fait donc face à de graves enjeux liés au niveau du poids des individus sans diplôme dans son économie.

Il existe une large littérature scientifique confirmant l'ampleur des coûts économiques du décrochage scolaire tant pour les individus décrocheurs que pour la société. Cette littérature sera brièvement recensée dans ce rapport. Les estimations du coût économique varient d'une étude à l'autre, mais dans tous les cas, ils sont substantiels. Traditionnellement, cet impact est mesuré sous l'angle d'une analyse coût-bénéfice, visant à vérifier la rentabilité socio-économique d'une politique publique en matière de lutte au décrochage scolaire. Suivant cette approche, nous proposons une démarche permettant d'estimer le coût économique du décrochage scolaire en Mauricie, uniquement afin de donner un ordre de grandeur très approximatif.

Cependant, bien que cette approche soit intéressante pour justifier la mise en œuvre de politiques publiques visant à soutenir la persévérance scolaire, l'analyse coût-bénéfice est limitative dans le sens où elle ne considère que des éléments qui sont mesurables ou estimables en valeur monétaire. Ce faisant, elle omet de considérer de multiples conséquences, qui sont peut-être imperceptibles à court terme, mais qui se diffusent à petite dose à travers le tissu économique et social de la région à moyen et long terme. Nous montrerons comment le cumul sociétal de ces « petites doses » peut, à terme, se révéler d'une grande ampleur.

Ainsi, en parallèle à l'estimation d'un coût socio-économique régional, nous proposons une analyse plus globale et systémique des impacts du décrochage scolaire, soit par une approche de développement économique régional allant bien au-delà des retombées purement monétaires. Nous nous intéressons aux leviers pouvant créer de la valeur ajoutée pour une région, soit plus particulièrement l'innovation et la créativité, la productivité, l'entrepreneuriat, l'attractivité régionale et la mobilisation régionale. Cependant, la littérature scientifique suivant cette voie pour démontrer les impacts du décrochage est presque inexistante. Par conséquent, notre stratégie est de présenter brièvement le rôle de chacun de ces leviers dans le développement d'une région afin de discuter des impacts possibles du décrochage scolaire sur ceux-ci, et par ce biais, sur la trajectoire socio-économique de cette région.

Afin d'illustrer cette relation théorique entre le décrochage scolaire et le développement régional, nous présentons également un portrait socio-économique de la Mauricie. Cette démarche permet de vérifier si cet état de situation est cohérent à ce qui est attendu d'une région faisant face à de graves difficultés en matière de persévérance scolaire.

Ce rapport est structuré de la façon suivante : dans le premier chapitre, nous traçons d'abord un portrait du décrochage scolaire en Mauricie, afin d'établir l'ampleur de la problématique

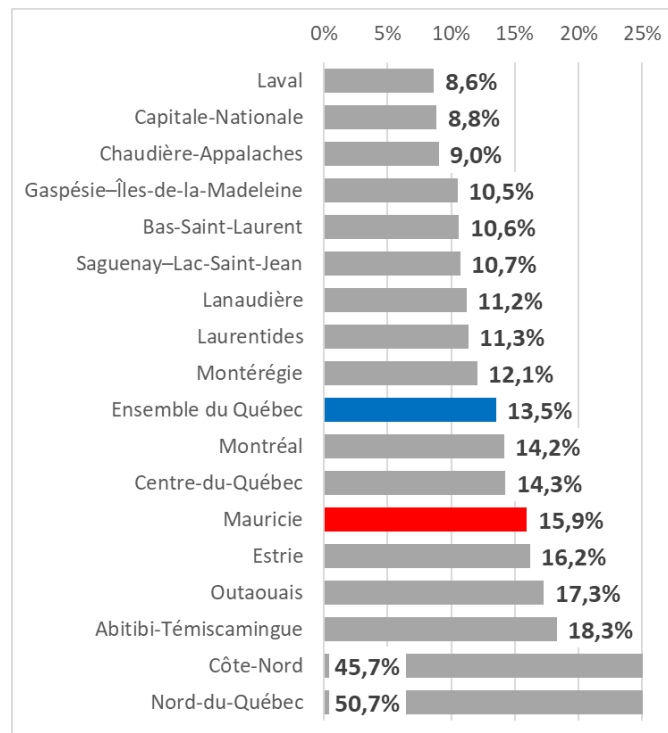
régionale. Dans un second chapitre, nous présentons une revue de la littérature répertoriant les multiples conséquences socio-économiques du décrochage scolaire. Dans le chapitre 3, nous élaborons une démarche statistique nous permettant d'obtenir une estimation chiffrée du coût économique du décrochage scolaire en Mauricie. Dans le chapitre 4, nous décrivons le rôle de divers leviers économiques sur le développement régional avant d'en faire le lien avec le niveau d'éducation et le décrochage au sein de la population de la région. Dans le dernier chapitre, nous établissons un portrait socio-économique de la Mauricie afin d'illustrer ces liens entre décrochage et développement régional.

Chapitre 1. Portrait du décrochage scolaire en Mauricie

Avant d'en analyser les impacts, nous décrivons d'abord l'état du décrochage scolaire en Mauricie. La figure 1 indique le taux de sorties sans diplôme ni qualification par région administrative en 2019-2020 (données les plus récentes), c'est-à-dire la part des élèves du secondaire en formation générale des jeunes ayant quitté le secondaire lors d'une année donnée alors qu'ils n'avaient aucun diplôme ni qualification.

La Mauricie fait mauvaise figure dans ce classement, se situant au 12^{ième} rang parmi les RA avec un taux de décrochage annuel de 15,9%, contre 13,5% dans l'ensemble du Québec. Il y a encore un important potentiel d'amélioration sur cet aspect en Mauricie.

Figure 1. Taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel) au secondaire, selon le lieu de résidence, 2019-2020

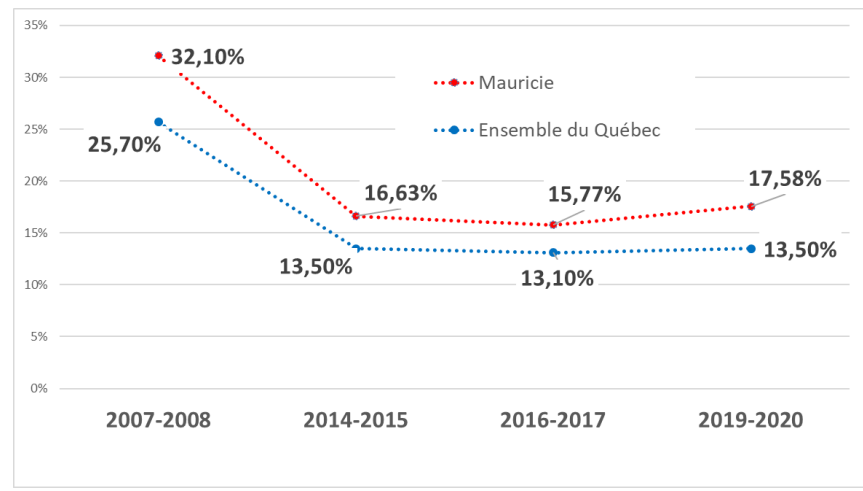


Source : Ministère de l'Éducation, Atlas du taux de sorties sans diplôme ni qualification au secondaire en formation générale des jeunes

Par contre, ce taux de décrochage suit une remarquable tendance à la baisse depuis plusieurs années, tant au Québec qu'en Mauricie. La figure 2 présente l'évolution du taux de sorties sans diplôme ni qualification (données pour la Mauricie uniquement pour le réseau public²). Il s'agit d'une amélioration de 12,2 points de pourcentage (p.p.) au Québec en 12 ans et de 14,5 p.p. en Mauricie.

² Données historiques pour l'ensemble du réseau public et privée non-disponibles pour les régions administratives.

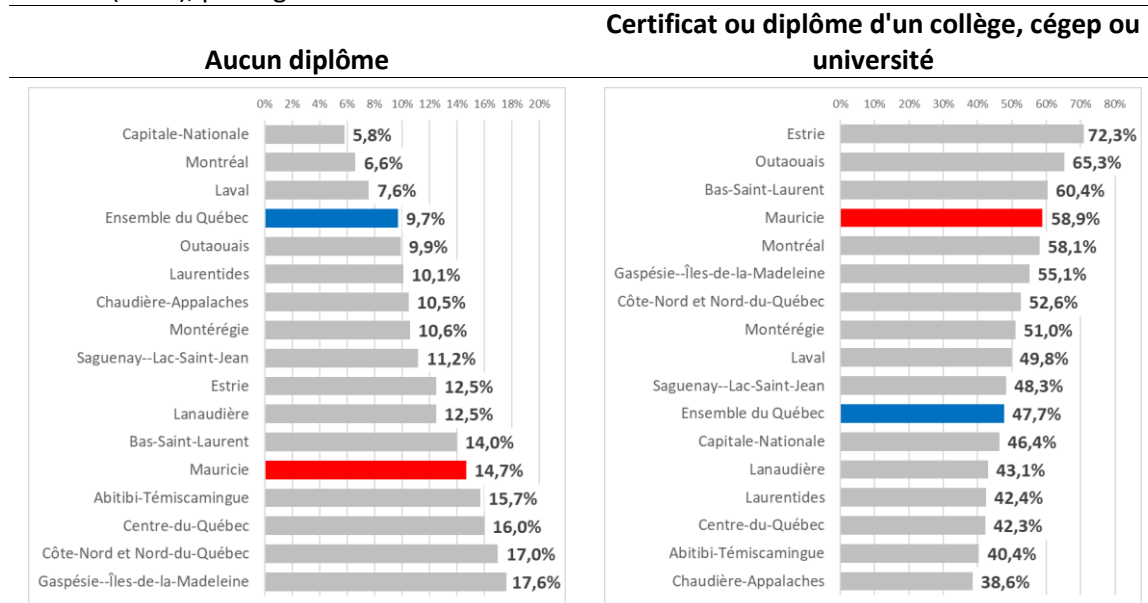
Figure 2. Évolution du taux de sorties sans diplôme ni qualification, réseau public (2007-2008 à 2019-2020)



Source : Ministère de l'Éducation.

Les taux de sorties sans diplôme ni qualification correspondent à des flux annuels, et ils ne mesurent pas le stock total de non-diplômés dans la population. Pour ce faire, nous utilisons des données de 2022 sur la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint (figure 3, panel de gauche).

Figure 3. Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint (2022), par région administrative



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilations de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec.

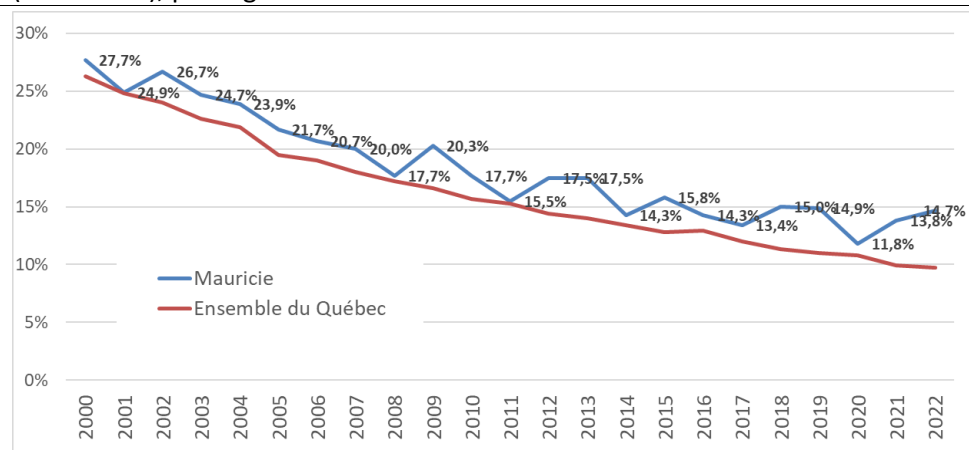
La Mauricie se classe en queue de classement pour la proportion de sa population n'ayant aucun diplôme, soit 14,7% contre 9,7% seulement dans l'ensemble du Québec. Ce constat est cohérent

avec le fort niveau de décrochage scolaire dans la région. La Mauricie fait donc face à des enjeux importants en matière de persévérance scolaire.

En revanche, la région fait meilleure figure en ce qui concerne la part de la population ayant un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université (58,9%), ce qui la classe en 4^{ème} position dans le classement des RA (figure 3, panel de droite), avec une performance meilleure que dans l'ensemble du Québec (47,7%).

Conséquemment à la chute du taux annuel de décrochage scolaire, la proportion de la population de 25 à 64 ans ne disposant d'aucun diplôme suit elle aussi une tendance importante à la baisse (figure 4), passant de 27,7% en 2000 à 11,8% en 2022. On note toutefois une légère augmentation depuis deux ans, montant à 14,7% en 2022. Cette hausse récente est peut-être le résultat des effets de la pandémie à la COVID-19.

Figure 4. Évolution de la répartition de la population de 25 à 64 ans sans diplôme (2000-2022), par région administrative



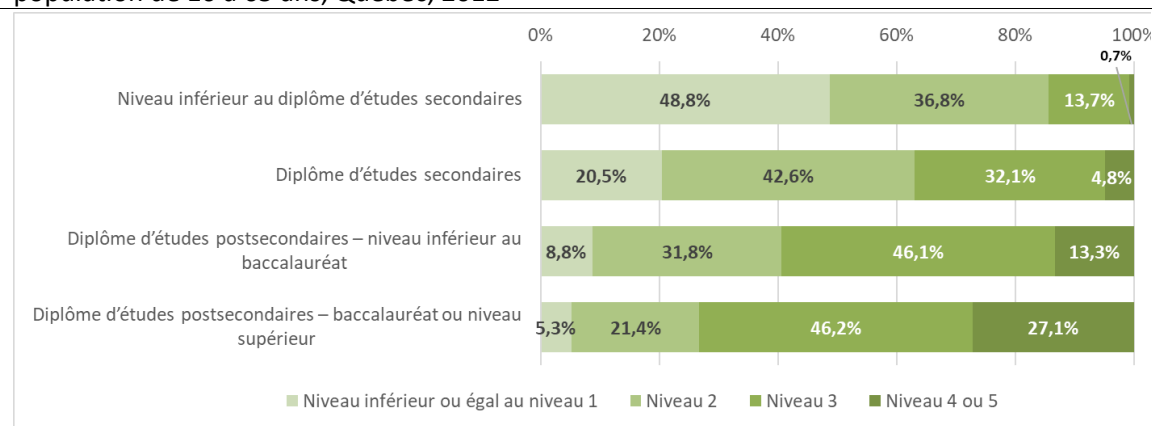
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilations de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec.

Langlois (2021) estime un indice de littératie pour les régions administratives et les MRC du Québec. Plus précisément, il utilise une méthodologie permettant d'estimer la proportion de la population âgée de 15 ans et plus n'atteignant pas le niveau 3 du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), mise en œuvre par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le niveau 3 est considéré comme le seuil à atteindre afin d'avoir les outils nécessaires pour bien fonctionner. À ce seuil, le répondant peut comprendre des textes plus complexes et plus longs contenant plusieurs informations » (Langlois 2021).

Le niveau de littératie est un indicateur important pour comprendre les liens entre le décrochage scolaire et le développement économique. L'OCDE définit la littératie comme étant « l'aptitude à comprendre et à utiliser l'information écrite dans la vie courante, à la maison, au travail et dans la collectivité en vue d'atteindre des buts personnels et d'étendre ses connaissances et ses capacités ». Dans l'approche de l'OCDE, la littératie est un concept plus large qu'une simple mesure des compétences en lecture, pour « englober une gamme de connaissances, de compétences et d'habiletés qui ont trait à la lecture, aux mathématiques, aux sciences, et plus

encore »³. Cela concerne donc l'acquisitions de compétences et d'habiletés diverses nécessaires au marché du travail, facilitant notamment l'adaptation aux changements technologiques. Par exemple, le niveau 4 ou 5 du PEICA correspond à des personnes pouvant « accomplir des tâches qui nécessitent l'intégration d'informations de plusieurs textes denses et complexes ainsi qu'un raisonnement par inférence » (OCDE et al. 1995). On peut donc deviner les liens entre la littératie et la capacité des individus à contribuer à la productivité des entreprises, à l'innovation, à la créativité, à l'adaptation aux changements technologiques, à l'entrepreneuriat, etc. Sous cette approche, les compétences en littératie s'acquièrent et se développent tout au long du parcours éducatif, de la petite enfance jusqu'aux études post-secondaires. D'ailleurs, Langlois (2023), Desrosiers et al. (2003) et Desrosiers (2015) démontrent l'impact de l'obtention d'un diplôme sur le niveau de littératie.

Figure 5. Niveaux de compétence en littératie selon le plus haut niveau de scolarité atteint, population de 16 à 65 ans, Québec, 2012



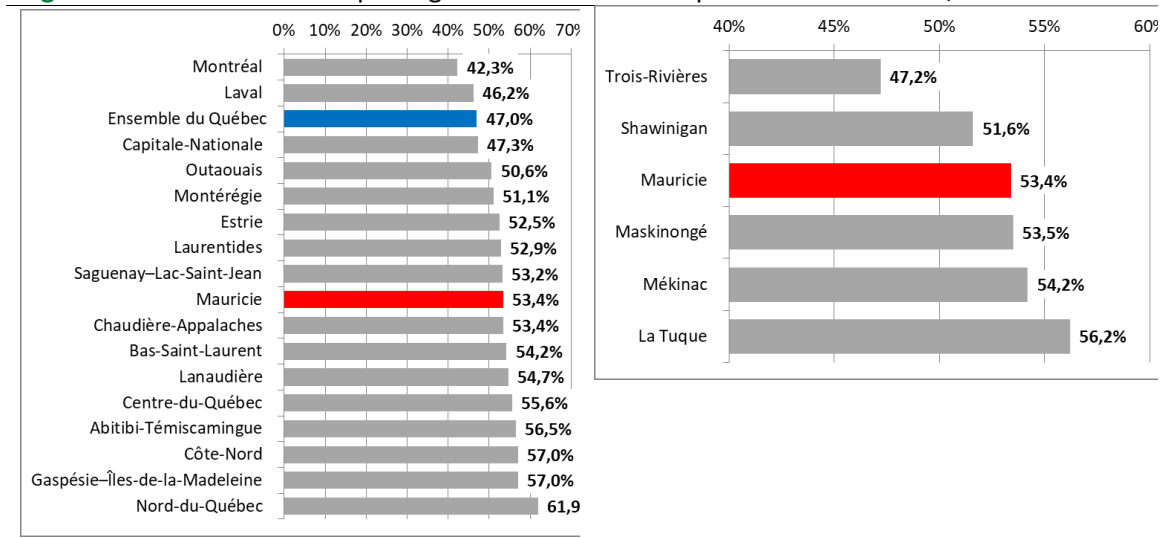
Source : Statistique Canada, Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), 2012, fichier de partage. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec, tiré de (Desrosiers 2015)

À titre d'illustration, la figure 5 présente la proportion de la population de 16 à 65 ans selon le niveau de compétence en littératie du PEICA et selon le plus haut niveau de scolarité atteint. On remarque que les niveaux 3, 4 et 5 tendent à augmenter avec le niveau de scolarité atteint. Cependant, la figure 5 indique aussi que des difficultés de littératie (sous le niveau 3) peuvent persister même chez des individus ayant obtenu des diplômes post-secondaires.

La figure 6 (panel de gauche) classe les régions administratives selon cet indice de littératie, en rappelant qu'un pourcentage élevé indique une moins bonne performance, c'est-à-dire une plus forte proportion de la population n'atteignant pas le niveau 3. La Mauricie est en 8^{ième} position avec un taux de 53,4%, soit le milieu du classement, mais c'est un niveau supérieur à l'ensemble du Québec (47%). Au sein de la Mauricie (figure 6, panel droit), on voit d'importants écarts entre Trois-Rivières – qui performe mieux – et les autres MRC.

³ Statistique Canada, 2003, Indicateurs de l'éducation au Canada, Rapport du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation, numéro 81-582-XIF.

Figure 6. Indice de littératie par région administrative et par MRC en Mauricie, 2021



Source : Langlois (2021), Fondation pour l'alphabétisation

Chapitre 2. Recension des impacts socio-économiques du décrochage scolaire

La littérature scientifique identifie une série complète de conséquences socio-économiques du décrochage scolaire, qui sont décrits et répertoriés dans cette section.

Plusieurs études ont tenté d'estimer les coûts socio-économiques induits par le décrochage scolaire dans une approche d'analyse coût-bénéfice (Belfield et al. 2007; Levin et al. 2007; Stuit et al. 2010; Catterall 2011). Cette démarche est illustrée dans le tableau 1 ci-dessous. D'un côté de l'analyse, on retrouve le coût que représente le montant de la dépense publique liée à une politique de lutte contre le décrochage. De l'autre, on remarque les bénéfices attendus de cette politique, soit la réduction des coûts économiques et des conséquences sociales liés au décrochage. Si la politique publique est efficace, elle devrait contribuer à diminuer le nombre de décrocheurs et, par conséquent, réduire les coûts négatifs associés au décrochage.

Tableau 1. Éléments d'une analyse coût-bénéfice du décrochage scolaire

Coûts	Bénéfices
Dépenses publiques liées à la politique de lutte contre le décrochage scolaire	Réduction des coûts économiques et des conséquences sociales du décrochage scolaire

Dans cette étude, nous nous concentrerons sur cette dernière composante de l'analyse, soit l'estimation des coûts économiques et des conséquences sociales liés au décrochage.

Ceux-ci s'évaluent d'abord sur une base individuelle : quelles sont les conséquences potentielles, pour un individu, de ne pas avoir obtenu un diplôme? La littérature scientifique montre notamment que les décrocheurs font face à un plus grand risque de désavantage socio-économique par rapport à la population diplômée (Eurofound 2012; Carlson 2013; Campbell 2015). À partir de ces conséquences individuelles, on peut ensuite déterminer les impacts économiques et sociaux au niveau sociétal.

Évidemment, les conséquences individuelles varient selon les individus, et il ne faut pas considérer l'analyse qui suit comme étant une généralisation à l'ensemble des décrocheurs. Notre texte discute des effets possibles du décrochage, que l'on peut interpréter comme étant une augmentation du risque (ou de la prévalence) chez les individus décrocheurs de subir certaines conséquences négatives liées à l'absence d'une diplomation.

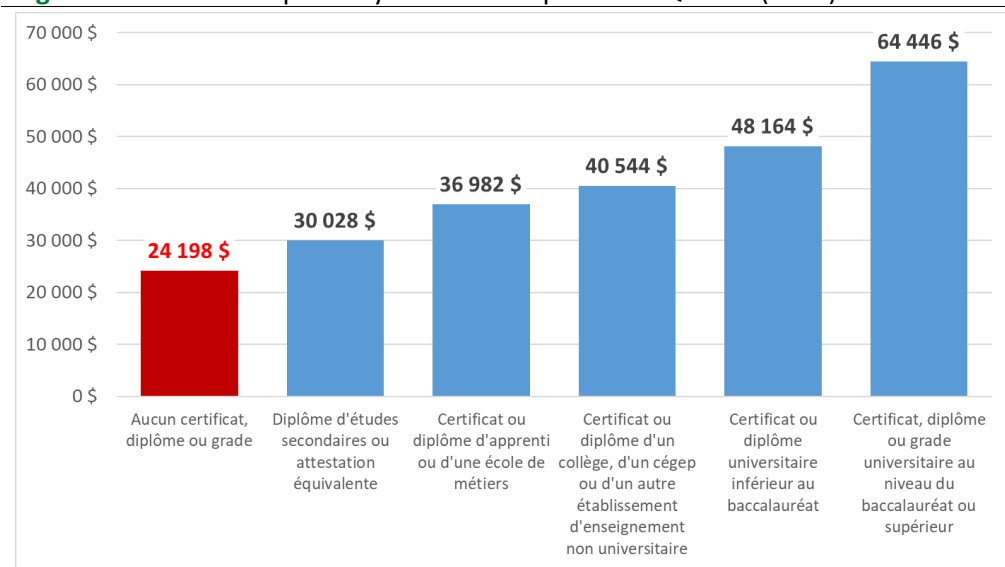
2.1 Conditions économiques

Les premières conséquences touchent aux conditions économiques des décrocheurs, notamment au niveau des salaires et des revenus.

Revenus plus faibles. La figure 7 illustre que le revenu d'emploi annuel moyen des individus sans aucun certificat, diplôme ou grade en 2016 est substantiellement plus faible (24 198\$)

relativement aux diplômés. De plus, ce revenu tend à augmenter avec le niveau de diplôme. Ainsi, les personnes ayant au moins un certificat ou un diplôme d'un collège ou d'un cégep peuvent gagner en moyenne 67% de plus annuellement (soit 40 544\$) que les non-diplômés, mais cela peut aller à plus du double pour les détenteurs d'un grade universitaire de baccalauréat ou de niveau supérieur (64 446\$ en moyenne).

Figure 7. Revenu d'emploi moyen selon le diplôme au Québec (2016)



Source : Statistique Canada. Tableau 37-10-0152-01 Revenu d'emploi moyen, selon le groupe d'âge et le plus haut certificat, diplôme ou grade.

En économie, le salaire est fortement déterminé par la productivité des travailleurs (au sens large) (Mankiw et al. 1992;Grossman 2006). Or, l'employabilité – c'est-à-dire l'ensemble des compétences nécessaires à l'obtention d'un emploi – risque d'être restreinte chez un décrocheur (Heckman 2004;Hankivsky 2008;Rumberger 2011;De Witte et al. 2017;Langlois 2018). Un niveau d'éducation plus poussé permet de développer non seulement des compétences de base en littératie, en numératie et en résolution de problème, mais aussi en savoir technique et spécifique. Ainsi, par manque de compétences et de qualifications, la productivité des décrocheurs est souvent plus faible, menant à des niveaux de salaires inférieurs (Haveman et al. 1984;Rumberger 2011;Carlson 2013;Uppal 2017). Ceux-ci sont aussi déterminés par l'offre et la demande sur le marché du travail : les emplois très qualifiés sont souvent en demande, mais avec une offre limitée, augmentant ainsi la rémunération.

Autre conséquence, le manque d'éducation limite les opportunités d'avancement professionnel permettant d'atteindre des échelons salariaux supérieurs (Badulescu et al. 2016). Les individus ayant davantage d'éducation disposent généralement de compétences et d'habiletés additionnelles pour se faire valoir sur le marché du travail, réaliser des défis professionnels et accomplir des tâches plus complexes, donnant lieu à des promotions et des bonus salariaux. Il est aussi possible que la détention d'un diplôme agisse comme un signal (*signaling*) auprès des employeurs permettant de filtrer les candidatures à un emploi ou à une promotion (Spence 1973;Carlson 2013). Enfin, le décrochage limite les possibilités de développement professionnel, car le manque de qualifications ou de connaissances fondamentales rend la réussite de formations continues plus difficile.

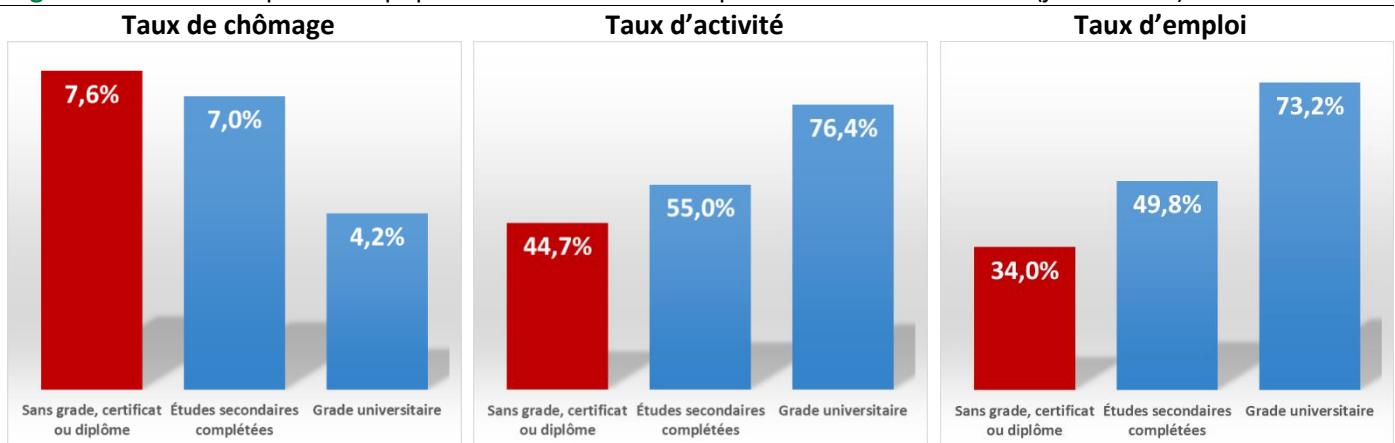
Pour toutes ces raisons, les décrocheurs se retrouvent souvent confinés à des emplois moins rémunérateurs (Card 1999; Cheeseman Day et al. 2002; Hankivsky 2008; Sum et al. 2009; Heisz et al. 2015; Badulescu et al. 2016; Uppal 2017). Par exemple, selon les calculs de Fortin (2016), la perte de revenus pour les décrocheurs par rapport aux diplômés peut varier de 453 000\$ à 563 000\$ sur l'ensemble de leur carrière. Heisz et al. (2015) établissent un lien significatif entre le niveau de compétences en littératie des travailleurs et l'incidence de faible revenu. L'étude de Langlois (2018), qui compare le Québec à l'Ontario, estime que le fait d'améliorer les compétences en littératie d'un jeune travailleur mène à un gain de revenus de 202 142\$ sur l'ensemble de sa carrière.

Pour le gouvernement, des salaires plus faibles ramènent moins de recettes d'impôts – en raison de revenus imposables plus faibles – et de taxes – en raison de possibilités de consommation réduites avec un plus faible revenu.

Emploi, chômage et taux d'activité. Par manque de compétences générales ou spécifiques, les décrocheurs peuvent avoir des difficultés à pourvoir des emplois exigeant des qualifications particulières (Développement des ressources humaines Canada 2002; Hankivsky 2008; Sum et al. 2009; Rumberger 2011; Carlson 2013; Uppal 2017). Ils se retrouvent donc en forte concurrence sur des emplois à faible qualification. En conséquence, le taux de chômage est nettement plus élevé au sein des décrocheurs relativement aux individus ayant un diplôme. Selon les données de Statistique Canada datant de juillet 2023 (figure 8, panel gauche), le taux de chômage au Québec des individus n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade s'élève à 7,6%, alors que le Québec subit de graves pénuries de main-d'œuvre et que le taux de chômage global dans la province est de 4,7%. La figure 8 démontre aussi un fort taux de chômage chez les individus n'ayant qu'un diplôme d'études secondaires complété.

Pour le gouvernement, le chômage donne lieu à une augmentation des coûts en versements de prestations d'assurance-chômage. Pour les individus, l'état de chômage fragilise leur situation financière.

Figure 8. Caractéristiques de la population active selon le diplôme scolaire au Québec (juillet 2023)



Source : Statistique Canada. Tableau 14-10-0117-01 Caractéristiques de la population active selon le diplôme scolaire, données mensuelles non désaisonnalisées.

Cependant, le calcul du taux de chômage ne tient compte que des individus cherchant un emploi (définition technique du chômage). Ainsi, les individus qui ne travaillent pas et qui ne cherchent pas un emploi sont comptabilisés au sein de la population dite « inactive ». On retrouve dans cette catégorie les étudiants sans emploi, les personnes en congé de maternité/paternité, les parents s'occupant de leurs enfants à la maison, les retraités, les personnes ayant un handicap physique ou mental les empêchant de travailler, etc.

Cependant, la population inactive inclut aussi ceux et celles qui seraient aptes à travailler, mais qui ne sont pas actifs sur le marché du travail. Il peut être problématique pour une région d'avoir une plus forte proportion de ce type de population. Ces individus représentent pour l'économie régionale une perte de potentiel productif, surtout en situation de pénuries de main-d'œuvre. N'ayant ni revenu d'emploi ni droit à des prestations de chômage, ils peuvent se retrouver dans des situations de pauvreté et de dépendance à des programmes sociaux pour subvenir à leurs besoins. Pour le gouvernement, il y a donc une augmentation des dépenses publiques (divers programmes sociaux), en plus d'une perte de recettes fiscales sur les revenus que ces individus auraient pu gagner s'ils avaient été sur le marché du travail. Les individus sans emploi peuvent aussi représenter un coût supplémentaire en matière de raccrochage à une formation qualifiante (Ménard 2009;Blaya 2012).

Pour tenir compte de ce phénomène, il est utile de considérer le taux d'activité, soit la proportion de la population active de 15 ans et plus ayant un emploi ou cherchant un emploi. Le panel du milieu de la figure 8 donne le taux d'activité par niveau de diplôme en juillet 2023 au Québec. On voit que le taux d'activité est considérablement plus faible chez les individus sans grade, certificat ou diplôme (44,7%), alors que ce taux monte à 66% pour l'ensemble de la population du Québec.

On peut aussi observer que le taux d'emploi de la population âgée de 25 ans et plus (figure 8, panel droit) est nettement plus faible chez les personnes sans grade, certificat ou diplôme (347%), alors qu'il monte à 61,4% pour l'ensemble de la population du Québec.

Pauvreté et dépendance économique. Ces situations de faibles revenus, de chômage ou d'exclusion du marché du travail peuvent mener à de la pauvreté chronique et de la précarité financière (Hankivsky 2008;Rumberger 2011;Blaya 2012;Carlson 2013), ainsi que de possibles conséquences socio-psychologiques (voir ci-dessous). Tout cela rend les décrocheurs plus susceptibles de devoir dépendre économiquement de prestations et de soutiens gouvernementaux : bien-être social, aide au logement et logement social, coûts de santé, prestations de suppléments de revenus, assurance-chômage, etc.

Par conséquent, une augmentation du décrochage tend à coïncider avec une augmentation des dépenses sociales du gouvernement. Selon le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec, en date de décembre 2022, 44% des adultes prestataires de programmes d'aide sociale ou de solidarité sociale au Québec n'ont pas de diplôme⁴.

⁴ Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale, Direction de l'analyse et de l'information de gestion, décembre 2022, https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/STAT_clientele_prog-aide-sociale_dec2022_MESS.pdf.

Taux d'épargne et gestion du budget familial. Des études remarquent une plus grande difficulté chez les décrocheurs à mettre en œuvre une saine gestion du budget familial (Haveman et al. 1984; Hankivsky 2008). Cela s'explique par de plus faibles connaissances en littératie financière en raison du manque d'éducation. En conséquence, on remarque un taux d'épargne inférieur chez les décrocheurs en comparaison au reste de la population (Attanasio 1998; Girshina 2019). Tout cela contribue à aggraver les situations de pauvreté et de précarité financière.

2.2 Impacts sociaux

Il est démontré que les décrocheurs sont plus à risque de connaître divers problèmes psychologiques et sociaux. Pour le gouvernement, ces impacts donnent lieu à une augmentation des dépenses de santé et des dépenses sociales.

Satisfaction au travail. Avec un risque de gagner moins d'argent, moins de possibilités d'avancement professionnel et de promotion et un confinement à des emplois plus routiniers et moins intéressants, les décrocheurs peuvent développer une faible satisfaction au travail, entretenant de faibles aspirations professionnelles (McCaul et al. 1992; Oreopoulos et al. 2011).

Problèmes de santé. Les études démontrent un lien entre un faible niveau de revenus, un faible niveau d'éducation et l'état de santé physique (Haveman et al. 1984; Levin et al. 2007; Muennig 2007; Hankivsky 2008; Rumberger 2011; Eurofound 2012; Belfield 2014; Uppal 2017). En effet, les individus disposant de moyens financiers limités ont davantage de difficulté à assurer une alimentation saine et équilibrée. Ils risquent aussi de souffrir de perturbations psychosociales pouvant affecter leur santé physique. Le manque d'éducation, quant à lui, coïncide avec un manque de connaissances, de prévoyance ou de sensibilisation envers les facteurs de base permettant de maintenir une bonne santé (Hankivsky 2008). Un bon niveau de littératie est aussi nécessaire pour comprendre et respecter les traitements thérapeutiques (prise de médicaments, auto-traitement, etc.) et effectuer les suivis médicaux requis (Hankivsky 2008).

Les études montrent d'ailleurs que l'espérance de vie des décrocheurs est plus courte que les diplômés (Rumberger 2011; Blaya 2012), cette différence pouvant représenter de 6 à 9 ans en moyenne (Levin et al. 2007; Hankivsky 2008; Ménard 2009). Muennig (2007) indique que les individus sans diplôme d'études secondaires aux États-Unis (*high school diplomas*) sont plus à risque de mourir prématurément de maladies cardiovasculaires (35% des décès parmi les décrocheurs), de cancer (27%), d'infection (9%), de blessures (5%), de maladies pulmonaires (5%) et de diabète (4%).

Pour le gouvernement, ces problèmes engendrent des coûts supplémentaires en dépenses de santé⁵.

Santé mentale. Les situations décrites précédemment – faibles revenus, précarité financière, pauvreté, chômage, dépendance économique, absence de possibilités d'avancement

⁵ Cependant, l'effet du décrochage sur les dépenses publiques en santé est incertain puisqu'il est possible que les individus ayant une meilleure éducation aient davantage recouru à des soins préventifs et visitent plus souvent les professionnels de la santé, augmentant les coûts de la santé pour le gouvernement (Levin et al. 2007).

professionnel – peuvent mener à des situations de stress, d’anxiété, de dépression, de troubles psychologiques, de l’exclusion sociale et des difficultés d’estime de soi (Oreopoulos et al. 2011;Rumberger 2011;Eurofound 2012;Badulescu et al. 2016). Il y a donc une plus grande prévalence de problèmes de santé mentale chez les décrocheurs. Par exemple, au Québec, Ménard (2009) estime que le risque de dépression à l’âge adulte est de 15% chez les décrocheurs, contre seulement 9% chez les diplômés.

Pour le gouvernement, cela représente des dépenses de santé et des dépenses sociales.

Comportements antisociaux. Les études notent aussi une plus forte prévalence de problèmes de délinquance, de vandalisme, de crime et d’incarcération chez les décrocheurs (Haveman et al. 1984;McCaul et al. 1992;Levin et al. 2007;Hankivsky 2008;Sum et al. 2009;Oreopoulos et al. 2011;Rumberger 2011;Blaya 2012;Eurofound 2012;Belfield 2014;Badulescu et al. 2016;Uppal 2017). Par exemple, selon Développement des ressources humaines Canada (2002), 12% des décrocheurs au Canada ont une condamnation au criminel contre seulement 3% pour les diplômés. Aux États-Unis, Sum et al. (2009) estiment que le risque d’institutionnalisation des décrocheurs est 63 fois plus élevé que pour les individus ayant obtenu un diplôme de premier cycle universitaire (*college degree*). Toujours aux États-Unis, Levin et al. (2007) calculent que les décrocheurs représentent 50% de la population carcérale, alors qu’ils ne constituent que 20% de la population totale. Pour le Québec, selon le rapport de Ménard (2009), la proportion de la population carcérale serait de 63% chez les décrocheurs, contre 37% pour les diplômés.

Ceci découle notamment des difficultés économiques que peuvent vivre les décrocheurs, de l’exclusion sociale, mais aussi des conséquences sur l’état psychologique évoquées précédemment. Il est aussi possible qu’une éducation plus avancée permette de mieux contextualiser certaines normes et valeurs sociales, contribuant à une plus grande adhésion personnelle à ces dernières.

Pour le gouvernement, cela représente des coûts en dépenses sociales, carcérales et policières, ainsi que des coûts de nettoyage et de réparation concernant le vandalisme.

Au niveau collectif, les territoires pâtissant d’une plus grande prévalence de comportements antisociaux vivent une perte de bien-être et de qualité de vie, affectant négativement leur attractivité – tant auprès de nouveaux résidents, de main-d’œuvre, d’entreprises et d’entrepreneurs. Les résidents victimes de la délinquance et du vandalisme subissent aussi des dommages en biens mobiliers – générant des coûts de réparation et des hausses de primes d’assurance – et possiblement des conséquences psychologiques – générant une hausse des dépenses de santé.

Problèmes de consommation et de dépendance. Les fragilités financières et psychosociales liées au décrochage peuvent engendrer des problèmes de surconsommation et de dépendance envers la cigarette, l’alcool et les drogues (Hankivsky 2008;Blaya 2012). Par exemple, Développement des ressources humaines Canada (2002) indique que 18% des décrocheurs au Canada consomment régulièrement de l’alcool, 30% des drogues douces ou des médicaments prescrits, et 7% des drogues dures, contre respectivement 11%, 16% et 2% des diplômés. Ces conséquences peuvent aggraver la situation économique, la santé mentale et la santé physique des décrocheurs, tout en constituant une possible barrière à l’intégration sur le marché du travail. La surconsommation peut aussi mener à des comportements antisociaux. Il y a donc un effet

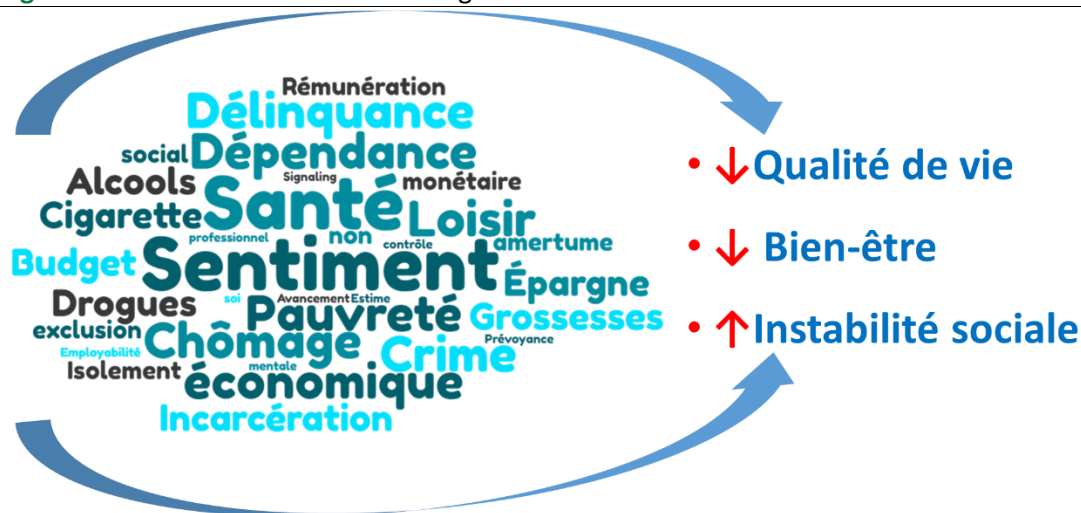
mutuellement cumulatif entre les problèmes de surconsommation et de dépendance, et des conditions de vie plus difficiles.

Pour le gouvernement, ces problèmes encourent des dépenses de santé et des dépenses sociales.

Grossesses précoces ou non désirées. Certaines études évoquent un lien entre le décrochage et le risque de grossesses précoces ou non désirées (Haveman et al. 1984; Heckman 2004; Hankivsky 2008). Une explication serait que les individus disposant d'un faible niveau d'éducation sont peut-être moins sensibilisés ou informés à propos des moyens de protection et de contraception.

Pour le gouvernement, ces problèmes engendrent des coûts de santé et des coûts sociaux.

Figure 9. Le cercle vicieux du décrochage scolaire



Source : illustration de l'auteur.

Perturbations émotionnelles et cercle vicieux du décrochage. Tous les impacts économiques, psychologiques et sociaux que nous venons de décrire ont évidemment un coût humain intangible, avec des conséquences sur la qualité de vie et sur le bien-être des décrocheurs (Hankivsky 2008; Oreopoulos et al. 2011). Ils contribuent aussi à développer des sentiments de faible estime de soi, d'amertume, de frustration, de ressentiment, d'exclusion et de manque de contrôle sur sa vie (McCaul et al. 1992; Eurofound 2012; Badulescu et al. 2016).

Tous les éléments mentionnés accroissent encore davantage le risque de troubles psychosociaux et d'instabilité sociale, engendrant un cercle vicieux – illustré dans la figure 9 – par lequel le mal-être généré par le décrochage augmente le risque de stress et d'anxiété, de problèmes de santé mentale, de surconsommation, de dépendance et de criminalité, tout en réduisant l'employabilité, ce qui empire le mal-être, l'estime de soi et la frustration, et ainsi de suite.

2.3 Vitalité des communautés

Outre les conséquences individuelles chez les décrocheurs et les coûts sociaux qui y sont associés, le décrochage a aussi un impact sur la vitalité des communautés, notamment sur la cohésion sociale, l'attractivité des territoires et la santé démocratique.

Exclusion sociale. Les situations liées au décrochage peuvent créer de l'isolement social. En étant exclu du marché du travail, ou ne disposant pas nécessairement du niveau d'éducation pour se conformer aux codes et aux normes sociales, les décrocheurs peuvent se retrouver dans l'incapacité de développer pleinement leur capital social et leurs réseaux (Hankivsky 2008; Eurofound 2012). La perception de manque d'estime de soi et de statut social peut aussi décourager ces efforts d'intégration sociale (Badulescu et al. 2016). Enfin, des états de fragilités psychosociales, de pauvreté, de mal-être ou de délinquance peuvent mener à un réflexe de rejet ou d'exclusion de la part des membres de la communauté.

Cohésion sociale et santé démocratique. Les études démontrent que les décrocheurs tendent à moins s'engager en matière de dons, de bénévolat et de participation communautaire (Haveman et al. 1984; McCaul et al. 1992; Hankivsky 2008; Rumberger 2011; Blaya 2012; Eurofound 2012; Uppal 2017). Ceci peut s'expliquer par des contraintes budgétaires plus serrées et par le manque de temps en raison de l'obligation de travailler davantage pour compenser de plus faibles salaires. Les conditions psychosociales décrites précédemment n'encouragent pas à un engagement civique. Le rapport du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaire au Québec (Ménard 2009) compile certaines statistiques sur la participation citoyenne, reprises dans le tableau 2 ci-dessous. On y voit que les décrocheurs tendent à faire moins de bénévolat et à donner moins de sang que les diplômés.

Tableau 2. Données de Ménard (2009) – Participation citoyenne selon le niveau d'éducation au Québec

Pourcentage du segment de la population qui...	Diplôme d'étude			
	Décrocheurs	secondaire ou professionnel	Diplôme d'étude collégial	Diplôme d'étude universitaire
fait du bénévolat	9%	19%	31%	43%
donne du sang	2%	4%	6%	9%
vote	52%	67%	74%	84%

Sources : Ménard (2009), reprenant des données de Journal of Public Economics; College Board; McKinsey & Compagnie.

Par ailleurs, les inégalités de revenus, le sentiment de manque d'estime de soi et de contrôle sur sa vie, l'exclusion sociale, l'impossibilité d'avancement professionnel peuvent nourrir du ressentiment, de la colère et de la déception, ainsi qu'une perception d'incapacité des autorités politiques à pouvoir résoudre leurs problèmes (Hankivsky 2008; Eurofound 2012). De plus, selon Oreopoulos et al. (2011), l'éducation favorise la confiance des individus dans le développement d'interactions sociales et d'engagement communautaire, ainsi qu'envers les institutions. Tout cela génère de la désillusion envers le système politique et institutionnel (Blaya 2012; Eurofound 2012). Une telle réaction de rejet contribue à saper la légitimité des systèmes démocratiques à terme (Eurofound 2012).

Aussi, la participation active et éclairée à la vie civique, politique et démocratique exige un minimum de connaissances et de littératie (Hankivsky 2008;Badulescu et al. 2016). En conséquence, on note chez les décrocheurs un plus faible taux de participation aux élections et une moindre tendance à l'engagement politique (McCaul et al. 1992;Eurofound 2012). Le rapport de Ménard (2009) montre que le pourcentage de la population votante est de 52% chez les décrocheurs, alors qu'elle varie de 67% à 84% pour les diplômés (voir dernière ligne du tableau 2).

Tous ces éléments affectent la vitalité socio-économique et démocratique des communautés, ainsi que leur cohésion sociale (Développement des ressources humaines Canada 2002;Eurofound 2012;Badulescu et al. 2016).

Coût d'opportunité des loisirs. Avec un revenu plus faible, les moyens financiers sont plus limités pour consommer les loisirs, les arts et la culture (Haveman et al. 1984;Hankivsky 2008). Or, ces activités contribuent à la santé psychologique et au bien-être des individus, ainsi qu'au développement d'une estime de soi (Mak et al. 2019).

Outre la perte de revenus venant d'une diminution des recettes d'impôts et de taxes perçus sur le secteur des arts, culture et loisirs, il n'y a pas de conséquences directes de cet impact pour le gouvernement. Mais d'un point de vue sociétal, il est démontré que la vitalité des arts et de la culture concoure au développement économique, mais aussi au bien-être collectif (cohésion sociale, qualité de vie, lutte contre la criminalité, valeurs de tolérance, éducation et formation, innovation et créativité, etc.) (Jeannotte 2000;Throsby 2001;Conseil de l'Europe 2017;Cancellieri et al. 2018).

Chapitre 3. Une estimation économique du coût du décrochage scolaire en Mauricie

Il est extrêmement difficile de chiffrer précisément l'ensemble des conséquences économiques et sociales que nous venons de détailler précédemment. De nombreuses études ont tenté d'estimer certains de ces coûts (Cohen 1998; Cheeseman Day et al. 2002; Développement des ressources humaines Canada 2002; Belfield et al. 2007; Levin et al. 2007; Cohen et al. 2009; Sum et al. 2009; Stuit et al. 2010; Catterall 2011; Belfield 2014; Langlois 2018). Plusieurs d'entre elles ne portent pas sur le contexte canadien, rendant problématique l'application de ces chiffres à des régions québécoises. Par conséquent, nous proposons dans cette section une démarche inspirée des études de Fortin (2016) et d'Hankivsky (2008) permettant de calculer une estimation économique des coûts du décrochage en Mauricie.

Dans une première étape, nous estimons la perte de revenus moyenne frappant les individus décrocheurs par rapport aux diplômés. En effet, tel que nous l'avons remarqué à la section 2.1, il existe des différences importantes de revenu d'emploi moyen entre les individus sans diplôme et les autres. Comme il s'agit d'un revenu calculé en moyenne, ces écarts s'expliquent tant par les différentiels de salaire entre employés avec et sans diplôme que par la plus importante proportion de décrocheurs sans emploi (donc sans aucun revenu d'emploi).

Nous suivons la méthodologie de Fortin (2016) en utilisant des données sur le revenu d'emploi moyen selon le groupe d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu au Québec⁶. Nous présentons ces données dans le tableau 3 ci-dessous⁷.

Tableau 3. Revenu d'emploi moyen, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade au Québec, données de 2016 actualisées en valeur de 2023¹

	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans
Aucun certificat, diplôme ou grade	13 603 \$	31 625 \$	37 338 \$	39 245 \$	35 397 \$
DES ou attestation équivalente	13 951 \$	37 173 \$	48 058 \$	51 775 \$	42 098 \$
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	22 459 \$	43 115 \$	49 985 \$	51 766 \$	42 301 \$
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement d'enseignement non universitaire	14 324 \$	44 754 \$	59 898 \$	66 035 \$	51 861 \$
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	14 905 \$	43 272 \$	63 061 \$	73 366 \$	59 275 \$
Certificat, diplôme ou grade universitaire au niveau du baccalauréat ou supérieur	16 157 \$	53 562 \$	84 082 \$	104 291 \$	96 164 \$

1. Actualisation des données sur la base du déflateur du PIB, obtenu de Statistique Canada.

Source : Statistique Canada. Tableau 37-10-0152-01, Revenu d'emploi moyen, selon le groupe d'âge et le plus haut certificat, diplôme ou grade.

⁶ Source : Institut de la statistique du Québec, basé sur des données de Statistique Canada, Revenu d'emploi moyen, selon le groupe d'âge et le plus haut certificat, diplôme ou grade.

⁷ Les données les plus récentes datent de 2016. Nous avons actualisé ces données sur la base du déflateur du PIB, obtenu de Statistique Canada.

On observe que le revenu des individus sans diplôme est systématiquement plus faible que celui des autres catégories de la population. De plus, cet écart s'accroît généralement avec le niveau d'éducation, pour toutes les tranches d'âge. On remarque également que les revenus tendent à augmenter avec l'âge, en fonction de l'expérience et/ou l'ancienneté des individus, sauf pour les 55-64 ans qui connaissent en moyenne une baisse de revenus. Pour expliquer cela, il faut noter que ces chiffres reflètent aussi le niveau d'éducation moyen de chaque tranche d'âge. Or, le niveau d'éducation chez les 55-64 ans est plus faible au Québec par rapport aux 25-54 ans.

On peut observer, dans le tableau 4, la répartition de la population du Québec selon les tranches d'âge et le niveau d'éducation. On remarque que la proportion de la population sans diplôme ou n'ayant qu'un diplôme d'études secondaires (DES) ou un diplôme d'études professionnelles (DEP) est plus élevée chez les 55-64 ans que dans les tranches entre 25 et 54 ans, et inversement pour le cégep ou l'université.

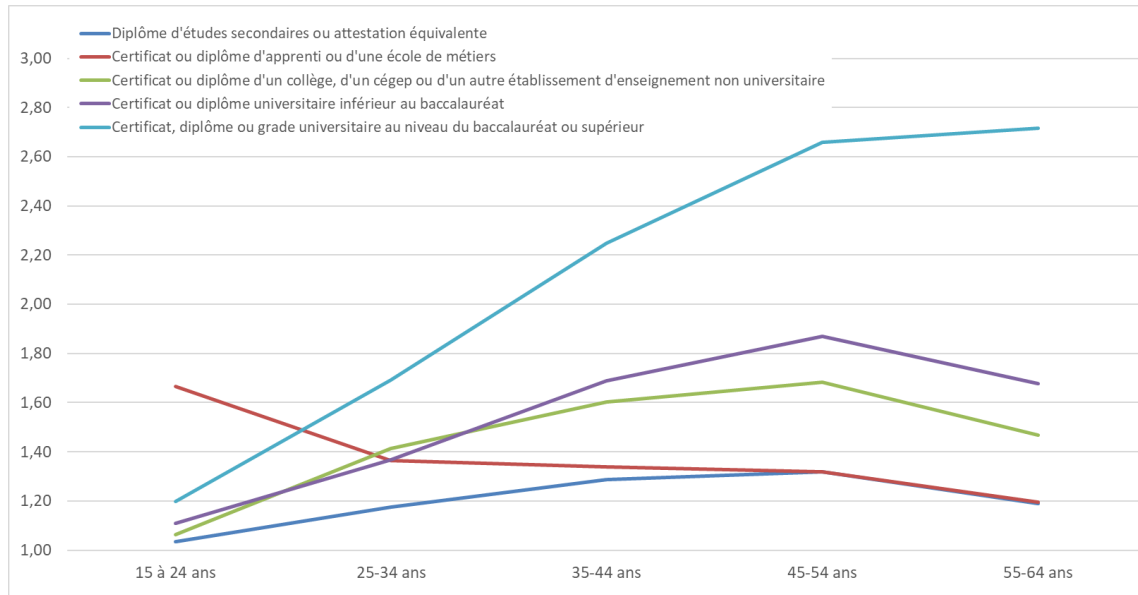
Tableau 4. Répartition de la population de 15 ans et plus, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu au Québec, 2016

	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans
Aucun certificat, diplôme ou grade	33,1%	10,5%	9,9%	13,5%	18,4%
DES ou attestation d'équivalence	30,8%	14,5%	14,0%	18,7%	25,7%
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	9,8%	21,0%	20,3%	20,5%	17,7%
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire	18,7%	19,0%	20,6%	20,0%	16,8%
Certificat, diplôme ou grade universitaire	7,6%	35,0%	35,2%	27,3%	21,3%

Source : Institut de la statistique du Québec

La figure 10 reprend les données du tableau 3 en calculant le ratio du revenu d'emploi moyen de chaque niveau d'éducation, par tranche d'âge, par rapport à celui des individus sans diplôme. Elle permet de constater que l'écart de revenus avec les décrocheurs s'élargit avec les tranches d'âge, pour s'amenuiser quelque peu entre 55 et 64 ans. Une interprétation de cet écart grandissant avec l'âge s'explique par la plus grande capacité des individus ayant une meilleure éducation de cheminer professionnellement, leur permettant d'atteindre de plus hauts niveaux d'avancements de carrière, de salaire, de bonus, de performance et/ou de promotion. Comme ce désavantage monétaire entre les décrocheurs et les diplômés n'est pas constant selon l'âge, il faut tenir compte de cette progression dans notre calcul du coût économique, comme le souligne Fortin (2016).

Figure 10. Ratio du revenu d’emploi moyen de la population avec diplôme par rapport au celui de la population sans aucun certificat, diplôme ou grade, par tranche d’âge, au Québec, 2016



Source : Statistique Canada. Tableau 37-10-0152-01, Revenu d'emploi moyen, selon le groupe d'âge et le plus haut certificat, diplôme ou grade.

Nous exploitons donc les données des tableaux 3 et 4 pour estimer l'écart moyen pondéré entre le revenu d'emploi annuel des décrocheurs avec celui des individus ayant un diplôme. Nous procédons selon deux méthodes.

La première méthode – que nous appellerons la méthode A – suit celle de Fortin (2016) qui estime la différence de revenus entre les individus sans aucun certificat, diplôme ou grade et ceux ayant obtenu un DES ou attestation équivalente. En d'autres termes, Fortin (2016) considère le coût de ne pas terminer le secondaire. Cependant, il ne précise pas s'il inclut dans ce calcul le revenu des individus ayant obtenu un certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers, qui sont généralement associés à un DEP au Québec. Puisque le DES et le DEP sont considérés comme étant de niveau équivalent dans le parcours éducatif, nous calculons un revenu moyen pondéré pour l'ensemble des DES et des DEP. Pour ce faire, on pondère le revenu moyen des individus ayant un DES ou un certificat ou diplômes d'apprenti ou d'une école de métiers par respectivement la proportion de la population ayant obtenu un DEP ou un DES dans le total de la population ayant obtenu l'un des deux diplômes, par tranche d'âge⁸.

Le tableau 5 ci-dessous reporte dans la ligne 1 les données du tableau 3 sur le revenu d'emploi moyen des individus sans aucun certificat, diplôme ou grade. La ligne 2 correspond au revenu moyen pondéré pour les DES-DEP calculé selon la démarche du précédent paragraphe. La

⁸Revenu moyen pondéré des DES – DEP = $\sum^k (\text{Revenu d'emploi moyen du diplôme } k * \text{Proportion de la population ayant obtenu le diplôme } k \text{ dans le total des DES – DEP})$ où k correspond à l'un des deux niveaux, soit aucun certificat, diplôme ou grade, soit certificat ou diplômes d'apprenti ou d'une école de métiers.

différence de revenu entre les deux est indiquée dans la ligne 4. En pondérant ces écarts par la part de la population du Québec par tranches d'âge respectives, on obtient un écart moyen pondéré⁹ de 8 704 \$ par année par décrocheur au Québec.

Tableau 5. Calcul de l'écart de revenu d'emploi moyen au Québec, 2023

Revenu d'emploi moyen annuel	15 à 24 ans					Total des 15 ans et plus (moyenne pondérée ¹)	Perte de recettes d'impôt (16,4%)
	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans	ans		
1 Aucun certificat, diplôme ou grade	13 603 \$	31 625 \$	37 338 \$	39 245 \$	35 397 \$	32 146 \$	
2 Moyenne pondérée des DES-DEP ²	16 003 \$	40 687 \$	49 201 \$	51 770 \$	42 181 \$	40 850 \$	
3 Moyenne pondérée des diplômés ³	15 529 \$	46 232 \$	64 316 \$	70 217 \$	56 473 \$	51 871 \$	
Écarts							
4 Différence de revenu - A	2 400 \$	9 062 \$	11 863 \$	12 525 \$	6 783 \$	8 704 \$	1 427 \$
5 Différence de revenu - B	1 926 \$	14 606 \$	26 978 \$	30 972 \$	21 076 \$	19 726 \$	3 235 \$

Notes :

1. Pondérée selon la proportion de la population dans chaque tranche d'âge.

2. Pondérée selon la répartition de la population par diplôme dans le total de la population ayant un DES ou un certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers.

3. Pondérée selon la répartition de la population par niveau d'études dans le total de la population ayant un certificat, diplôme ou grade.

Source : calculs de l'auteur

Les données du tableau 5 permettent aussi de calculer la perte économique d'un décrocheur sur l'ensemble de sa carrière. En supposant une carrière étendue sur 44 ans (de 20 à 64 ans)¹⁰, en appliquant les écarts de revenus par la tranche d'âge de la ligne 4, et en actualisant les valeurs dans le temps en supposant un taux de croissance annuel des revenus de 1%, la différence s'élève à 524 560 \$ au terme de la carrière d'un décrocheur au Québec. Ce montant peut s'interpréter comme étant une perte potentielle de revenus pour les décrocheurs, ce que Développement des ressources humaines Canada (2002) appelle le « potentiel latent » des jeunes. Cette valeur de 524 560 \$ est cohérente avec les estimations de Fortin (2016)¹¹. Notons qu'il s'agit d'un coût brut,

⁹ Cet écart moyen pondéré est obtenu de la façon suivante : on calcule d'abord la différence entre le revenu d'emploi des individus sans aucun certificat, diplôme ou grade et ceux ayant obtenu un diplôme d'études secondaires ou attestation équivalente. Par la suite, on effectue la somme de ces écarts multipliés par la proportion de la population dans chacune des tranches d'âge respectives pour obtenir un écart moyen pondéré 8 704 \$ par année par décrocheur. *Écart moyen pondéré* =

$$\sum^i (\text{Écart de revenu dans la tranche d'âge } i *$$

Proportion de la population dans la tranche d'âge } i) où *i* correspond à l'une des cinq tranches d'âge.

¹⁰ Si un individu est décrocheur, il est potentiellement disponible pour un emploi à temps plein à 20 ans. Il y a certainement des décrocheurs débutant leur carrière avant cet âge, mais cela s'équilibre par le fait qu'un certain nombre d'entre eux partiront en pré-retraite avant 65 ans. Le chiffre de 44 ans de carrière est donc une moyenne.

¹¹ Nos estimations diffèrent quelque peu de celles de Fortin (2016) pour quatre raisons : 1) il utilise des données de 2011 basées sur l'Enquête nationale auprès des ménages de Statistique Canada alors que nous utilisons les données de 2016 (les plus récentes disponibles); 2) Les estimations de Fortin (2016) sont réalisées pour l'année 2016, et les nôtres pour 2022. Nous avons donc actualisé les données brutes de

excluant les coûts reliés à la poursuite des études (frais de scolarité, matériel scolaire, achat de livres, revenus d'emploi sacrifiés pendant les études, etc.) pour les diplômés (Hankivsky 2008).

La méthode de Fortin (2016) comparant le revenu des individus sans diplôme avec uniquement les diplômés d'études secondaires repose sur une hypothèse a minima puisqu'un individu ayant obtenu un DES ou un DEP pourrait potentiellement poursuivre ses études au cégep ou à l'université, lui permettant d'atteindre un niveau de revenus plus élevé en moyenne. On ne peut déterminer quel aurait été le cheminement scolaire final d'un décrocheur si celui-ci avait obtenu au moins un DES ou un DEP. Pour tenir compte de cette situation, on utilise une deuxième méthode d'estimation – que nous appellerons la méthode B – consistant à estimer un revenu d'emploi moyen pour l'ensemble des diplômés, par tranche d'âge. Pour ce faire, on pondère le revenu moyen de chaque niveau de diplôme par la part de la population ayant obtenu ce diplôme dans le total des diplômés par tranche d'âge¹². Ces revenus moyens pondérés des diplômés par tranche d'âge sont inscrits à la ligne 3 du tableau 5. En pondérant ensuite ces montants par la répartition de la population du Québec dans chacune de ces tranches d'âge, on obtient un écart moyen pondéré de 19 726 \$ par année par décrocheur au Québec. En utilisant le même calcul que précédemment pour obtenir la valeur de la perte totale sur l'ensemble d'une carrière de 44 ans, on obtient une perte de 1 226 039 \$ par décrocheur au Québec.

Qu'il s'agisse de la méthode A ou B, nos estimations représentent un fort impact sur l'actif financier des décrocheurs. Pour le gouvernement, avec un taux d'imposition moyen de 16,4% (incluant l'imposition fédérale et provinciale) au Québec¹³, cette différence de revenus donne une perte moyenne de recettes d'impôts variant de 1 427 \$ (méthode A) à 3 235 \$ (méthode B) annuellement par décrocheur, soit respectivement un manque à gagner de 86 028 \$ à 201 070 \$ (en valeur actualisée) par décrocheur en recettes d'impôts au total sur un cycle de 44 ans. Il s'agit d'une perte brute, excluant les coûts reliés aux dépenses publiques supplémentaires en éducation si les décrocheurs avaient poursuivi leurs études.

À partir de ces calculs de l'écart de revenus d'emploi pour l'ensemble du Québec, nous pouvons estimer la perte économique totale pour l'ensemble de la Mauricie. Les données sur le revenu d'emploi moyen par diplôme et par tranche d'âge ne sont pas disponibles au niveau des RA. Nous reprenons donc les estimations réalisées pour l'ensemble du Québec (tableau 5).

Une autre difficulté rencontrée est que les données régionales les plus récentes (datant de 2022) sur la répartition de la population selon le plus haut niveau de scolarité atteint ne sont pas

2016 pour obtenir des valeurs de 2022, en utilisant le déflateur du PIB; 3) Fortin (2016) utilise des tranches d'âges différentes des nôtres. Les données disponibles actuellement ne permettent pas de retrouver les mêmes tranches d'âge; 4) Fortin (2016) utilise des hypothèses différentes sur l'âge de diplomation des individus.

¹² $Revenu\ moyen\ pondéré\ des\ diplômés = \sum^k (Revenu\ d'emploi\ moyen\ du\ diplôme\ k * Proportion\ de\ la\ population\ ayant\ obtenu\ le\ diplôme\ k\ dans\ le\ total\ des\ diplômés)$ où k correspond à l'une des cinq niveaux de diplôme.

¹³ Source : Statistique Canada. Tableau 11-10-0054-01. Taux d'imposition effectifs individuels fédéraux et provinciaux. Ce taux peut paraître faible, mais c'est une moyenne pour l'ensemble de la population du Québec, incluant les contribuables dont les revenus sont trop faibles pour verser de l'impôt sur les revenus, un cas de figure qui risque de s'appliquer à une part importante de décrocheurs tel que démontré dans la section 2.1 sur le marché de l'emploi.

réparties par tranche d'âge, étant disponibles que pour le total des 25-64 ans¹⁴. Ceci signifie également que nous n'avons pas d'estimation pour la tranche d'âge des 15-24 ans. Le panel inférieur du tableau 6 montre la répartition de la population de 15 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint et par tranche d'âge en Mauricie en 2016. Dans l'absence de données détaillée plus récentes, on peut appliquer cette répartition de 2016 au nombre total d'individus de 15 à 64 ans sans aucun certificat, diplôme ou grade en 2022 en Mauricie pour obtenir un nombre de personnes sans diplôme par tranche d'âge en 2022¹⁵. Pour estimer le nombre d'individus sans diplôme dans la tranche d'âge 15-24 ans en 2022, nous prenons ce nombre en 2016, moins un facteur de décroissance reflétant la baisse de la population sans diplôme entre 2016 et 2022 (voir panel supérieur du tableau 6). Cependant, il est probable qu'une part des 15-19 ans n'aient pas encore terminé leur DES ou DEP. Ils ne peuvent donc être comptabilisés comme des décrocheurs tant qu'ils sont toujours inscrits dans une institution d'enseignement. Pour tenir compte de cette situation, nous répartissons d'abord les 15-24 ans en deux tranches d'âge, soit les 15-19 ans et les 20-24 ans en fonction de leur poids démographique respectif dans le total de la population de 15-24 ans en Mauricie. Pour les 20-24 ans, ce nombre réparti est conservé. Pour les 15-19 ans, nous prenons une proportion de 17,58% du nombre réparti, correspondant au taux de sorties sans diplôme ni qualification en Mauricie en 2019-2020 (donnée la plus récente). La somme de ces deux valeurs est finalement effectuée pour obtenir le nombre total de personnes âgées de 15 à 24 ans n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade.

Pour calculer la part totale régionale, nous pouvons finalement multiplier l'écart moyen de revenus d'emploi par tranche d'âge pour l'ensemble du Québec (ligne 4 ou 5 du tableau 5) par le nombre de personnes sans diplôme par tranche d'âge en Mauricie (dernière ligne du tableau 6) et en faire la somme. Ainsi, la perte totale de revenu pour la Mauricie varie de 200,1 millions de dollars (méthode A) à 475,3 millions de dollars (méthode B) annuellement. On peut interpréter ce montant comme étant une perte de PIB, c'est-à-dire de potentiel économique pour la région. C'est une estimation minimale, car cela exclut l'effet multiplicateur du PIB (effets directs, indirects et induits).

Tableau 6. Répartition de la population n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade, par tranche d'âge, en Mauricie

Population n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade au sein de la population 25-64 ans selon l'ISQ						
Nombre en 2016	21 130					
Nombre en 2022	19 500					
Facteur de décroissance	0,9228					
Répartition de la population n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade au sein de la population 15-64 ans						
	15-24	25-34	35-44	45-54	55-64	Total
	ans	ans	ans	ans	ans	
Nombre en 2016 selon l'ISQ	9 830	3 805	3 840	5 330	8 155	30 960

¹⁴ Ce choix s'explique par le fait qu'une part importante de la population de 15 à 24 ans est encore aux études.

¹⁵ Avec la baisse du taux de décrochage scolaire depuis 2016, la répartition de la population sans diplôme en 2022 risque d'être différente de 2016. Mais nous n'avons pas d'autres moyens d'estimer cette répartition. Notons cependant que la somme totale estimée pour 2022 est cohérente avec la baisse du nombre d'individus n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade, par tranche d'âge entre 2016 et 2022.

Part de la population 15-64 ans (%) en 2016 selon l'ISQ	36,13%	13,61%	13,64%	15,17%	17,60%	18,79%
Nombre en 2022 estimé par l'auteur ¹	5 660	3 511	3 544	4 919	7 526	25 160

Note :

1. Pour les tranches d'âge de 25 à 64 ans : nombre total de personnes n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade en 2022, réparti par tranche d'âge selon les proportions de 2016. Pour la tranche d'âge 15 à 24 ans : nombre de personnes de 15 à 24 ans n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade en 2016, moins le facteur de décroissance. Répartition ensuite de ce nombre en deux tranches d'âge, soit les 15-19 ans et les 20-24 ans en fonction de leur poids démographique respectif dans le total de la population de 15-24 ans dans la région. Pour les 20-24 ans, ce nombre réparti est conservé. Pour les 15-19 ans, nous prenons 17,58% du nombre réparti, soit le taux de sortie sans diplôme ni qualification en Mauricie. La somme de ces deux valeurs est finalement effectuée pour obtenir le nombre total de personnes âgées de 15 à 24 ans n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade.

Source : Institut de la statistique du Québec et calculs de l'auteur.

Pour l'estimation des autres coûts du décrochage, nous nous basons sur l'étude d'Hankivsky (2008) qui a été réalisée dans le contexte canadien. Cette auteure estime le coût économique annuel par décrocheur pour différents impacts (tableau 7). Plus précisément, il s'agit des coûts moyens supplémentaires que le gouvernement doit défrayer annuellement par décrocheur. Puisque l'étude date de 2008, nous avons actualisé les estimations d'Hankivsky (2008) en dollars de 2022¹⁶ dans la colonne de droite du tableau 7.

Tableau 7. Estimations du coût économique annuel du décrochage scolaire, par décrocheur, selon l'étude d'Hankivsky (2008)

	Estimation Hankivsky (2008)	Actualisation 2022
Santé (coût privé)	8 098 \$	11 459 \$
Aide sociale (coût public)	4 230 \$	5 986 \$
Criminalité (coût public)	224 \$	317 \$
Main-d'œuvre et emploi		
Revenus perdus (coût privé)	3 491 \$	4 940 \$
Revenus impôts et taxes perdus (coût public)	226 \$	320 \$
Revenus perdus d'assurance emploi		
Prime - revenus perdus d'assurance emploi (coût public)	68 \$	96 \$
Coût assurance emploi (coût public)	2 767 \$	3 915 \$

Note : Données actualisées en utilisant le déflateur du PIB. Source : Statistique Canada.

À partir des chiffres calculés par Hankivsky (2008), nous pouvons obtenir une estimation du coût total par année pour l'ensemble de la région en multipliant chaque item listé dans le tableau 7 par le nombre total de décrocheurs estimé en Mauricie (dernière ligne du tableau 6). Le détail de ce calcul est présenté dans le tableau 8 ci-dessous et explicité ci-bas :

Revenus d'emploi perdus. Nous reprenons le calcul estimant l'écart de revenus d'emploi moyen entre les décrocheurs et les individus avec diplômes que nous venons de calculer précédemment. Hankivsky (2008) présente aussi une estimation des revenus perdus en raison de la plus faible rémunération en moyenne des décrocheurs. Cependant, nous préférons utiliser notre approche sur la base des données exactes de Statistique Canada sur le revenu d'emploi moyen au Québec.

¹⁶ Pour ce faire, nous avons utilisé le déflateur du PIB. Source : Statistique Canada.

En Mauricie, nous avons calculé que cette perte de revenus d'emploi au total varie de 200,1 millions de dollars (méthode A) à 475,3 millions de dollars (méthode B) annuellement.

Recettes d'impôts perdus. Avec un taux d'imposition moyen de 16,4%, incluant l'imposition fédérale et provinciale, cette perte de revenus donne une perte de recettes d'impôts variant de 1 427 \$ (méthode A) à 3 235 \$ (méthode B) par année et par décrocheur, soit un total variant de 35,9 (méthode A) à 81,4 (méthode B) millions de dollars pour la Mauricie annuellement.

Primes d'assurance-emploi. Cet écart de revenus ou le fait de ne pas travailler (individus en chômage ou inactifs) donne aussi lieu à une perte de recettes provenant des primes d'assurance-emploi qui auraient pu être collectées sur ces revenus. Hankivsky (2008) estime cette perte à 96\$ (en valeur actualisée de 2022) par année et par décrocheur, soit un total de 2,4 millions pour la Mauricie annuellement.

Coût assurance-emploi. En raison de la plus grande prévalence du chômage chez les décrocheurs, il y a un coût supplémentaire en versements d'assurance-emploi. Hankivsky (2008) calcule ce coût à 3 915 \$ (en valeur actualisée de 2022) par année et par décrocheur, soit un total de 98,5 millions de dollars pour la Mauricie annuellement.

Coût de santé. Cette estimation fait référence au plus grand risque de développer des problèmes de santé au sein des décrocheurs. Hankivsky (2008) estime le coût privé (à la charge des individus) en dépenses de santé à 11 459 \$ par année et par décrocheur (en valeur actualisée de 2022), mais puisque le Québec dispose d'un système public de santé, nous utiliserons cette estimation comme approximation du coût supplémentaire en dépenses publiques de santé liées au décrochage. Cela totalise un coût de 288,3 millions de dollars en Mauricie annuellement.

Aide sociale et criminalité. Hankivsky (2008) donne aussi une approximation des coûts d'aide sociale et des coûts liés à la criminalité, soit respectivement 5 986 \$ et 317 \$ par année et par décrocheur (en valeur actualisée de 2022). Ces conséquences représentent un coût total respectivement de 150,6 millions de dollars et de 8 millions de dollars en Mauricie annuellement.

Total pour le gouvernement. Le coût total incombant au gouvernement indiqué dans le tableau 8 inclut donc la perte de recettes d'impôts et de primes d'assurance-emploi, les coûts en prestations d'assurance-emploi, les coûts de santé, les dépenses d'aide sociale et les coûts liés à la criminalité. Pour la Mauricie, ce coût s'élève à 583,7 millions de dollars par année selon la méthode A et à 629,2 millions de dollars selon la méthode B.

Impact économique total. Ce total correspond à la somme de la perte de potentiel économique pour la région et le coût total pour le gouvernement, excluant les recettes d'impôts perdues pour éviter la double comptabilisation. L'impact économique total pour la Mauricie se chiffre donc à 712 millions de dollars par année pour la méthode A et à 941,7 millions de dollars pour la méthode B.

Tableau 8. Estimation du coût global du décrochage scolaire en Mauricie, par année

	Par décrocheur	Total régional (millions de dollars)
Perte de potentiel économique		
Revenus d'emploi perdus pour les décrocheurs (calculs de l'auteur)		
– Équivalent à une perte de PIB potentiel		
Méthode A	8 704 \$	200,1 \$
Méthode B	19 726 \$	475,3 \$
Coûts liés aux revenus et au travail		
Recettes d'impôts perdues (calculs de l'auteur)		
Méthode A	1 427 \$	35,9 \$
Méthode B	3 235 \$	81,4 \$
Primes d'assurance-emploi perdues (Hankivsky, 2008)		
	96 \$	2,4 \$
Coût assurance-emploi (Hankivsky, 2008)		
	3 915 \$	98,5 \$
Autres coûts (Hankivsky, 2008)		
Coût de santé	11 459 \$	288,3 \$
Aide sociale	5 986 \$	150,6 \$
Criminalité	317 \$	8,0 \$
Total pour le gouvernement		
Méthode A	23 201 \$	583,7 \$
Méthode B	25 008 \$	629,2 \$
Impact économique total		
Méthode A	29 050 \$	712,0 \$
Méthode B	38 264 \$	941,7 \$

Afin de présenter un ordre de grandeur, l'impact économique total en Mauricie représente un montant de 2 935 \$ (méthode A) ou de 3 882 \$ (méthode B) par habitant de 15 ans et plus et par année et le coût gouvernemental par habitant de 15 ans varie entre 2 406 \$ (méthode A) à 2 594 \$ (méthode B).

Chapitre 4. Impacts sur le développement économique régional

Le développement socio-économique d'une région s'appuie sur une série de leviers économiques reconnus comme tels par la littérature scientifique en économie et en sciences régionales. On peut évoquer plus particulièrement l'innovation et la créativité, la productivité, l'entrepreneuriat, l'éducation et la formation de la main-d'œuvre, l'attractivité régionale et la mobilisation régionale.

Dans cette section, nous tenterons de démontrer comment un grand nombre de décrocheurs dans une région peut impacter négativement chacun de ces leviers, limitant ainsi le potentiel de développement régional.

Les impacts du décrochage scolaire sur ces leviers sont difficilement mesurables ni immédiatement perceptibles. Rappelons-nous que le terme « levier » fait référence au fait qu'un changement affectant ces différents éléments peut avoir un effet démultiplié sur l'économie, le décrochage scolaire pourrait causer des effets substantiels et cumulatifs, à moyen et à long terme, sur la situation socio-économique d'une région.

L'approche par les leviers économiques est assez originale puisque, au meilleur de nos connaissances, aucune étude portant sur les coûts économiques du décrochage n'adopte cette perspective.

La présente section discute des liens théoriques entre le décrochage scolaire et chacun de ces leviers. Dans la section suivante, nous tracerons un portrait socio-économique de la Mauricie afin de tenter d'illustrer ces relations sur la base de différentes statistiques comparant la Mauricie aux autres RA du Québec. L'objectif est de montrer si l'ampleur du décrochage scolaire dans la région – tel que décrit dans le chapitre 1 – peut être mis en relation avec l'état de la situation économique dans la région.

4.1 Innovation et créativité

L'innovation est au cœur de la croissance économique. On reconnaît quatre types d'innovation (OECD 2005) :

- **de produit** : innovation permettant le développement d'un nouveau produit ou service, l'amélioration d'un produit ou service;
- **de procédé** : innovation permettant de réduire les coûts de production ou d'augmenter la productivité;
- **de commercialisation** : innovation en matière de commercialisation, de distribution ou de marketing du produit ou du service;
- **d'organisation** : innovation permettant d'optimiser la gestion et l'efficacité de l'organisation.

Par conséquent, l'innovation peut contribuer à la croissance d'une entreprise de trois façons :

- 1) Réaliser des gains de productivité, et ainsi réduire les coûts de production et augmenter les profits (innovation de procédé, de commercialisation et d'organisation). Un gain de

- productivité, en améliorant l'efficacité du système de production, de la distribution ou de la gestion, permet de réduire le coût de production par unité;
- 2) Développer un nouveau marché en développant un nouveau produit ou service (innovation de produit);
 - 3) Créer de la valeur pour le client par une amélioration du produit ou du service (innovation de produit) ou par une méthode de commercialisation ou de marketing plus attractive (innovation de commercialisation), ce qui permet à l'entreprise de fidéliser sa clientèle, de se différencier des concurrents et d'augmenter ses prix et ainsi augmenter son profit.

En d'autres mots, l'innovation crée de la valeur ajoutée pour une entreprise, soit en haussant sa marge bénéficiaire par la réduction des coûts de production ou par l'augmentation des prix, soit en bénéficiant d'une extension de son marché avec un nouveau produit/service ou du marketing innovant.

C'est pourquoi les entreprises innovantes tendent à bénéficier d'une plus forte croissance de leur chiffre d'affaires et exportent davantage (Bernard et al. 1999). Une région où le niveau d'innovation est plus élevé connaîtra donc un développement économique plus important.

Les économistes estiment d'ailleurs que le principal déterminant de la croissance économique à long terme dans les pays occidentaux ne provient non pas de l'augmentation des ressources (l'exploitation des ressources naturelles ou la croissance de la population par exemple), mais des gains de productivité et de l'innovation (Barro 1991; Easterly et al. 2001; Crafts et al. 2021). Plusieurs études économiques établissent un lien entre le niveau d'éducation du capital humain et la croissance économique (Nelson et al. 1966; Barro 1991; Benhabib et al. 2005).

Pour comprendre l'impact du décrochage scolaire sur l'innovation, il est d'abord utile de discuter du processus de créativité menant à l'innovation. Une innovation trouve nécessairement naissance d'une nouvelle idée. D'ailleurs, le dictionnaire Larousse définit l'innovation comme étant « un ensemble de processus qui se déroule depuis la naissance d'une idée jusqu'à sa matérialisation »¹⁷. Or, une idée naît toujours de la combinaison d'au moins deux autres idées ou de savoirs.

Puisque les idées sont immatérielles¹⁸, elles peuvent se diffuser rapidement et facilement, au plus grand nombre, permettant de se combiner avec d'autres idées pour en créer de nouvelles, qui pourront à leur tour se combiner pour donner naissance à d'autres idées, et ainsi de suite (Romer 1990). Il y a donc une croissance exponentielle de nouvelles idées, permettant une croissance exponentielle de l'innovation, et donc de la croissance économique (Lucas 1988; Romer 1990; Aghion et al. 1998).

Au niveau régional, cette diffusion des idées se fait d'autant plus intensément qu'elle est facilitée par la proximité géographique, grâce aux contacts sociaux plus nombreux à cette échelle et à la

¹⁷ Dictionnaire Larousse en ligne : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/innovation/43196>.

¹⁸ En ce sens, les idées sont considérées comme des biens publics en économie. Elles sont non-exclusives : sauf pour les idées protégées par brevet ou par propriété intellectuelle, il est difficile d'empêcher autrui d'utiliser une idée. Elles sont aussi non-rivales : l'utilisation d'une idée par une personne n'empêche pas son utilisation par une autre personne. C'est pourquoi les idées se diffusent rapidement, au plus grand nombre.

qualité des échanges en face-à-face. L'idée développée par une entreprise donnée peut se diffuser aux autres entreprises, qui elles-mêmes utiliseront cette idée pour développer une nouvelle innovation, et ainsi de suite. C'est un effet « boule-de-neige » : plus il y a de création d'idées et d'innovation dans la région, plus grande sera la capacité d'innovation des organisations localisées dans la région (Romer 1990; Audretsch 2003). Le niveau d'éducation contribue à cette diffusion et la transmission de l'information, permettant une meilleure compréhension et un traitement plus efficace de l'information transmise (Nelson et al. 1966).

L'innovation surgit surtout lors de rencontres d'idées très hétérogènes entre elles. On peut prendre l'analogie du jeu de Lego : plus il y a de morceaux de tailles, de formes et de couleurs différentes, plus il est possible d'être créatif dans la construction de structures. Ainsi, une région où se diffuse une large diversité d'idées et de savoirs risque d'être d'autant plus innovante et créative.

L'innovation n'est pas restreinte aux professionnels travaillant dans des laboratoires ou en recherche et développement (R&D). Les sources d'innovation sont multiples et les nouvelles idées peuvent provenir de toute personne dans une organisation. Il peut s'agir par exemple d'un mécanicien faisant du « patentage » sur une machine pour en améliorer l'efficacité, un représentant des ventes qui propose des améliorations à un produit sur la base des commentaires de ses clients, une réceptionniste qui émet une idée de marketing, un graphiste qui pense à une idée de design pour un produit, ou un responsable de plancher d'usine qui propose une nouvelle façon de fonctionner. Plus les employés d'une organisation seront dans un état d'esprit incitant la créativité, plus cette organisation sera innovante.

D'un point de vue individuel, la capacité à développer une nouvelle idée est en partie liée au niveau d'éducation. Principalement, elle dépend d'habiletés cognitives permettant d'identifier, de décoder, de comprendre, d'interpréter, d'analyser, de traiter et d'utiliser de l'information complexe. Le champ informationnel est de plus en plus large et complexe, et cela exige des compétences particulières pour identifier, dans ce magma d'information, un élément particulier ayant le potentiel de faire naître une nouvelle idée, et pour comprendre comment l'exploiter concrètement. L'éducation permet de développer ces habiletés de traitement de l'information (Oreopoulos et al. 2011).

Nous avons aussi mentionné que l'innovation émergeait surtout de la combinaison d'idées très différentes entre elles. Ainsi, plus un individu détient de connaissances, plus il y a de chances que l'une ou l'autre de ces connaissances se combinent entre elles, ou qu'elles soient fertilisées par des idées externes, pour créer de nouvelles idées. Pour revenir à l'analogie du jeu de Lego, plus les pièces sont diverses, plus il est possible d'être créatif à l'intérieur de son propre jeu, ou de pouvoir s'agencer avec la construction d'une autre personne. Une éducation plus avancée permet de développer le champ de connaissances des individus. La maîtrise de compétences en littératie et en numératie est évidemment cruciale dans plusieurs domaines de l'innovation, notamment en recherche et développement. Toutefois, la logique de la combinaison hétéroclite d'idées explique pourquoi la culture générale et l'acquisition de savoirs très variés sont aussi importantes pour développer une capacité d'innovation, même si ces apprentissages ne sont pas directement liés à la profession de l'individu. Plus les connaissances sont larges, plus on multiplie des chances de fertilisation créative croisée, comme autant de lignes de pêches jetées à la mer.

La capacité à développer de nouvelles idées dépend aussi de certaines prédispositions cognitives, telles que la curiosité, l'ouverture, la créativité et un mode de pensée hors des sentiers battus (*out-of-the-box thinking*) (Acosta et al. 2013), mais aussi d'aptitudes telles que la capacité à apprendre et les habilités de résolution de problèmes. Ce sont des éléments qui peuvent s'acquérir et s'affermir tout au long du parcours éducatif.

Enfin, la mise en œuvre d'innovations ou de nouvelles technologies dans une organisation exige une capacité d'adaptation et de la flexibilité cognitive de la part de la main-d'œuvre, et peut-être même certaines connaissances spécifiques. La main-d'œuvre plus éduquée dispose d'un avantage sur ce point.

Bref, une forte proportion de décrocheurs dans une organisation ou dans une région limite la propension de cette organisation ou de cette région à innover (Hanushek et al. 2007), à être créative et à développer des idées, réduisant donc le potentiel de développement régional.

4.2 Productivité

La productivité d'une organisation – c'est-à-dire la capacité de ses ressources à produire une certaine quantité d'unités d'un produit ou d'un service – dépend notamment des compétences, du niveau de formation et des expertises de sa main-d'œuvre. Nous avons déjà mentionné que les décrocheurs, par manque de connaissances, de qualifications particulières et d'habiletés spécifiques, risquent d'afficher une productivité moindre que la main-d'œuvre diplômée (Heckman 2004;Grossman 2006;Hanushek et al. 2007;Oreopoulos et al. 2011;Belfield 2014). Acosta et al. (2013) mentionnent aussi que la main-d'œuvre plus éduquée se montre plus autonome dans leur travail, nécessitant moins de supervision.

De leur côté, les gains de productivité impliquent l'adoption de nouvelles technologies, techniques, machines ou de façons de faire (Acosta et al. 2013). Des formations techniques peuvent être requises pour leur mise en œuvre. Or, tel qu'évoqué précédemment, le niveau d'éducation est un élément déterminant de la capacité d'adaptation de la main-d'œuvre à ces changements et aux innovations dans une organisation. De plus, il peut être plus difficile de suivre des formations spécifiques et des mises à niveau avec un plus faible niveau d'éducation. Dit autrement, les investissements en formation continue et en développement du capital humain risquent d'être moins productifs chez des décrocheurs (Hankivsky 2008). Enfin, nous avons relevé une plus faible capacité de la part des décrocheurs à développer des idées pouvant mener à des gains de productivité et à de l'innovation (Acosta et al. 2013).

Autre phénomène affectant la productivité, l'importance croissante de l'innovation dans la vie des organisations modifie profondément la nature du travail. Les tâches deviennent de plus en plus complexes, diverses et moins routinières. Ceci exige de la part de la main-d'œuvre davantage de flexibilité, de qualifications et de meilleures bases de connaissances technologiques (Badulescu et al. 2016;Langlois 2018).

Une forte prévalence de décrocheurs dans une région peut aussi engendrer des problèmes d'employabilité et d'appariement sur le marché du travail puisque les organisations rencontreront des difficultés à recruter de la main-d'œuvre disponible, qualifiée et correspondant aux exigences des postes ouverts (Développement des ressources humaines Canada

2002;Hankivsky 2008;Blaya 2012;Langlois 2018). Il peut aussi y avoir des problèmes d’insertion professionnelle des individus inactifs. Les conséquences de ces inefficiences du marché du travail pour les organisations se traduiront par des postes non comblés, des embauches sous-optimales, des pénuries de main-d’œuvre qualifiée et un plus fort taux de roulement du personnel, avec comme résultat final une baisse de leur productivité (Développement des ressources humaines Canada 2002;Langlois 2018).

Par contre, malgré l’absence d’éducation supérieure, certains décrocheurs pourraient tout de même avoir les facultés requises pour combler certains postes. Or, le diplôme agit comme un « signal » (*signaling*) auprès des employeurs qu’ils interprètent comme étant un gage de compétence, peu importe les capacités réelles d’un individu (Carlson 2013;De Witte et al. 2017). Des décrocheurs compétents risquent donc d’être défavorisés dans l’obtention de ces postes, ou même tout simplement exclus du processus. On parle alors de « diplômanie » (*credentialisme*) (Carlson 2013) par lequel le diplôme détient plus d’importance que les qualités réelles d’un individu dans les décisions d’embauche, alors que les apprentissages liés au diplôme ne sont pas nécessairement requis pour la réalisation des tâches du poste en question. Pour les entreprises, ce phénomène donne lieu à une sous-utilisation des capacités de la main-d’œuvre, qui est une autre forme d’inefficacité pouvant affecter la productivité.

La figure 11 ci-dessous résume l’ensemble des liens entre le décrochage scolaire et la productivité, tant du point de vue organisationnel que régional.

Figure 11. Relations entre le décrochage et la productivité

	Conséquences pour les décrocheurs	Conséquences pour les organisations	Conséquences régionales
Productivité et innovation	Déficit en... • Éducation • Formation • Compétences et qualifications • Connaissances générales	→ • Productivité au travail • Innovation • Créativité • Compréhension nouvelles technologies • Capital humain plus faible	→ Perte de PIB
		→ • Investissement formation continue • Investissement capital humain	→
Employabilité	• Appariement emploi • Insertion professionnelle • Efficience du marché du travail	→ • Postes non comblés • Embauches sous-optimales • Pénuries main-d’œuvre qualifiée	→ Perte de Productivité
	• Théorie du signal (<i>signaling</i>) • « Diplômanie » (<i>credentialisme</i>)	→ • Sous-utilisation des capacités productives	

4.3 Entrepreneuriat

L'entrepreneuriat est synonyme de création d'emplois et d'activité économique. Il contribue donc au développement d'une région. La création d'une entreprise émerge toujours d'une nouvelle idée que l'entrepreneur souhaite exploiter, créant de la valeur ajoutée pour le consommateur: un nouveau produit, un design original, un mode de distribution inédit, un meilleur prix découlant d'une innovation dans le processus de production ou de commercialisation, etc. On en revient donc à notre discussion sur l'innovation et le processus de génération des idées : les individus ayant un plus haut niveau d'éducation disposeront possiblement de meilleures aptitudes, de connaissances et de prédispositions cognitives pour faire émerger de nouvelles idées menant à l'entrepreneuriat. De plus, avec un actif financier plus limité et une situation socio-économique plus précaire, il pourrait être plus difficile pour un décrocheur d'investir dans la création d'une nouvelle entreprise.

Sur le plan plus technique, la création d'entreprises exige la capacité à gérer et à développer une organisation : capacités de gestion, connaissances managériales, tolérance aux risques, etc. Ce sont des aptitudes qui peuvent se développer avec un meilleur niveau d'éducation.

L'entrepreneur devra possiblement compter sur la disponibilité d'une main-d'œuvre compétente dans la région pour créer son entreprise. L'entrepreneuriat risque donc d'émerger plus difficilement dans un territoire ayant une forte part de décrocheurs dans sa population.

Par conséquent, une région où le décrochage scolaire est important risque de présenter un plus faible taux d'entrepreneuriat.

4.4 Attractivité régionale

La croissance d'une région peut aussi se réaliser sur des bases exogènes, soit par l'attraction de résidents, d'investisseurs, d'entreprises et d'entrepreneurs venant de l'extérieur. En particulier, l'attraction et la rétention de main-d'œuvre dans une région est essentielle pour son développement et sa vitalité socio-économique, surtout en contexte de pénuries de main-d'œuvre.

Or, l'importance du décrochage scolaire dans une région peut nuire à son image d'attractivité. Sur la base de la discussion de la section 2.3, une forte présence du décrochage scolaire dans une région peut se matérialiser par une plus forte prévalence de problèmes de pauvreté (création de « poches » de pauvreté territoriales), de santé physique et mentale, de comportements antisociaux et de criminalité sur son territoire. Nous avons aussi expliqué comment le décrochage scolaire peut affecter la cohésion sociale et la vitalité des communautés; ces éléments peuvent dissuader de nouveaux résidents de s'établir dans cette région. Il en est de même pour les employeurs à la recherche d'une bonne qualité de vie pour leurs employés. Les entreprises et les entrepreneurs seront aussi à la recherche d'une main-d'œuvre qualifiée et disponible, ce qui n'est pas toujours le cas avec un grand nombre de décrocheurs dans une région.

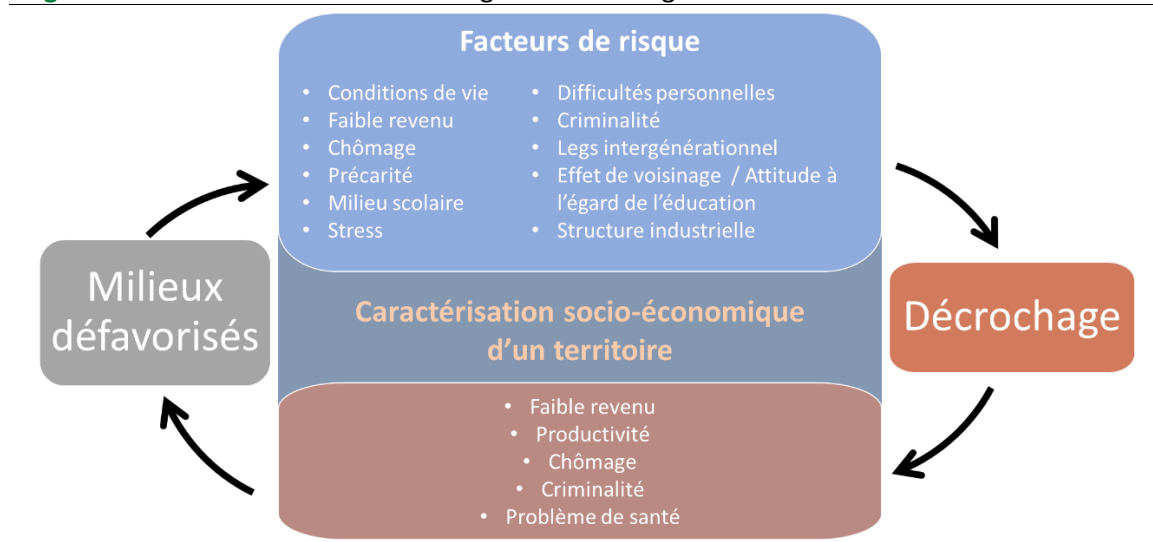
4.5 Mobilisation régionale

La mobilisation des citoyens et des organisations dans la vie sociale d'une région constitue aussi un levier du développement socio-économique d'une région. Or, nous avons noté que les décrocheurs tendent à moins s'engager en matière de dons, de bénévolat, ainsi que de participation communautaire, civique et politique. Par conséquent, une plus forte proportion de décrocheurs dans une région peut réduire la capacité mobilisatrice d'une région, affectant son potentiel de développement.

4.6 Effet auto-cumulatif du décrochage

Tel qu'illustré dans la figure 12 ci-dessous, une région peut se retrouver dans un processus auto-cumulatif (cercle vicieux) du décrochage lors qu'elle est touchée par une forte proportion de décrocheurs dans sa population (De Witte et al. 2017).

Figure 12. Effet cumulatif du décrochage au niveau régional



Comme nous l'avons détaillé, le décrochage tend à augmenter les risques de pauvreté, de précarité financière, de chômage, de comportements antisociaux et de problèmes de santé physique et mentale. Par conséquent, une forte concentration de décrocheurs sur un territoire donné altère sa composition socio-économique pouvant mener à l'émergence de milieux défavorisés ou à leur aggravation.

Or, plusieurs caractéristiques d'un milieu défavorisé sont elles-mêmes des facteurs de risque pouvant amener un individu à décrocher de ses études, notamment les conditions de vie, la non-diplomation des parents et du voisinage, les faibles revenus, l'absence de perspectives d'avancement professionnel, la criminalité, les grossesses prématurées, le chômage, la dépendance aux alcools et aux drogues, etc. (Développement des ressources humaines Canada 2002; Hankivsky 2008; Blaya 2012; Eurofound 2012; Badulescu et al. 2016; di Paola et al. 2018).

La dynamique locale du marché du travail peut aussi influencer le décrochage scolaire (Hankivsky 2008; Uppal 2017; di Paola et al. 2018) selon la disponibilité d'emplois exigeant ou non des

qualifications. La structure industrielle d'une région joue un rôle dans cette dynamique, par exemple lorsqu'elle est dominée par des secteurs d'activité où les principaux emplois correspondent à de petits métiers et de faibles salaires, ne nécessitant pas de qualifications avancées. Il s'agit donc d'une structure industrielle n'incitant pas les jeunes à poursuivre des études à un niveau élevé, alimentant ainsi le niveau de décrochage. En même temps, ce faible niveau d'éducation de la région favorise plus particulièrement le développement des filières industrielles à faible qualification, renforçant encore davantage le risque de décrochage scolaire dans la région.

La motivation à poursuivre ses études doit aussi se comprendre dans un contexte social en fonction des attitudes de la communauté envers l'éducation et de la présence de modèles éducatifs à suivre dans l'entourage des jeunes (Développement des ressources humaines Canada 2002; Blaya 2012; Uppal 2017; di Paola et al. 2018). Un jeune risque de développer un faible goût pour l'éducation si les parents, la famille, les amis et le voisinage ne valorisent pas l'éducation, ou qu'ils sont eux-mêmes sans diplôme. Il peut aussi percevoir davantage de barrières à la réussite éducative sachant que les parents auront de la difficulté à le soutenir et à l'aider dans ses études, ceux-ci n'ayant pas nécessairement les connaissances, ni l'expérience en la matière. Il y a donc un phénomène de legs intergénérationnel au décrochage scolaire (Rumberger 2011).

En résumé, à travers ses impacts économiques, individuels et sociaux, le décrochage scolaire affaiblit le tissu socio-économique d'un territoire, faisant émerger des facteurs de risque supplémentaires qui eux-mêmes peuvent mener au décrochage, et ainsi de suite. Autrement dit, un tel territoire peut se retrouver dans un processus auto-cumulatif par lequel un faible taux de diplomation dans une population alimente lui-même le décrochage subséquent.

Chapitre 5. Portrait socio-économique de la Mauricie

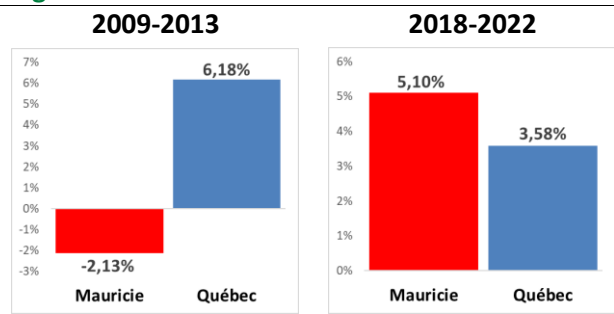
Nous présentons dans cette section un portrait socio-économique de la Mauricie. Sans établir une preuve de causalité formelle entre décrochage scolaire et le développement régional, ce portrait nous permet d'illustrer l'argumentaire présenté précédemment à propos des leviers du développement régional.

Pour chaque statistique présentée, la situation de la Mauricie est comparée à l'ensemble du Québec ainsi qu'aux autres RA du Québec. Nous pourrions ainsi observer la cohérence entre le portrait socio-économique de la région et son fort niveau de décrochage scolaire que nous avons noté dans le chapitre 1.

5.1 Croissance du PIB

La croissance réelle du PIB de la Mauricie entre 2018 et 2022 est relativement élevée (figure 13, panel droit), avec un taux de croissance de 5,1%, supérieur à l'ensemble du Québec (3,6%). Cependant, il s'agit d'un rattrapage économique : la Mauricie ayant connu une période de dévitalisation économique dans la période précédente (figure 13, panel gauche), avec un taux de croissance négatif de -2,1%, contre 6,9% pour l'ensemble du Québec.

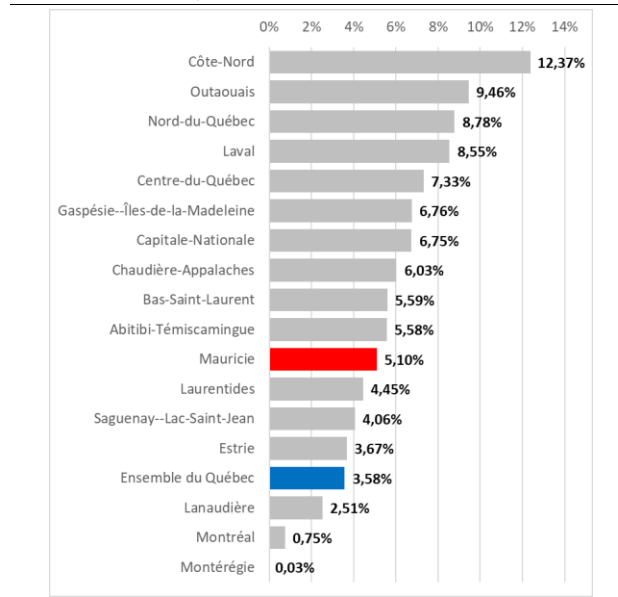
Figure 13. Croissance réelle du PIB



Source : Institut de la statistique du Québec.

Malgré une meilleure performance pour 2018-2022, la Mauricie se situe seulement au 11^{ième} rang parmi les RA pour cette période (figure 14), indiquant que la région n’a pas encore atteint son plein potentiel de croissance. Cette situation est cohérente avec notre précédente discussion sur les liens entre un fort décrochage scolaire et un plus faible potentiel économique.

Figure 14. Croissance réelle du PIB par région administrative, 2018-2022



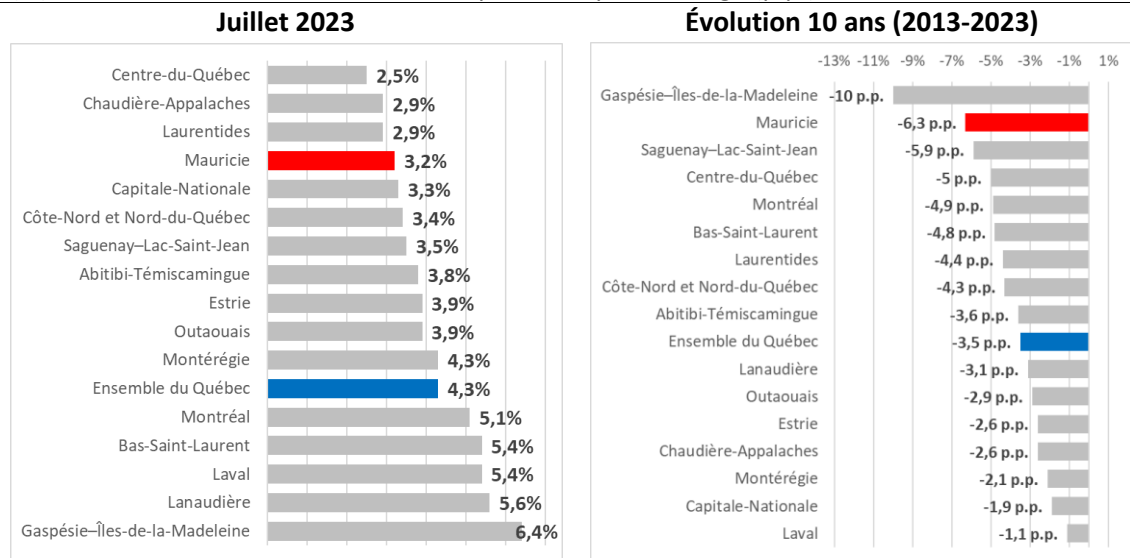
Source : Institut de la statistique du Québec.

5.2 Marché de l’emploi

En juillet 2023, le taux de chômage en Mauricie se situait à un niveau historiquement bas, soit de 3,2%, plaçant la région au 4^{ième} rang parmi les RA du Québec (figure 15, panel gauche). Cette situation s’explique à la fois par les graves pénuries de main-d’œuvre qui affectent l’ensemble du Québec, mais aussi par sa robuste croissance économique dans les dernières années. En fait, la Mauricie a connu une spectaculaire baisse du taux de chômage (figure 15, panel droit), alors qu’il s’élevait à 9,5% en 2013. C’est une baisse de 6,3 p.p., soit la 2^{ième} plus grande amélioration parmi les RA du Québec. Nous nous attendons à une corrélation entre le fort taux de décrochage scolaire et le taux de chômage, mais il est possible que la gravité des pénuries de main-d’œuvre atténue cet effet.

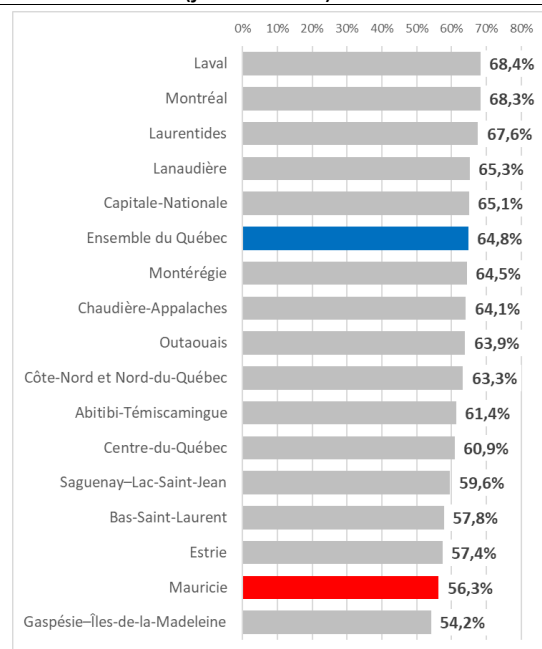
Ainsi, l’effet du décrochage scolaire se voit peut-être davantage du côté de la population inactive. Rappelons-nous que le taux d’activité offre un portrait de la population active par rapport à la population inactive. La Mauricie se retrouve à l’avant-dernier rang parmi les RA pour son taux d’activité de 56,3% en juillet 2023 (figure 16), ce dernier étant relativement stable en depuis 2010 (figure 17). Il y a plusieurs raisons expliquant cette plus forte proportion de la population inactive en Mauricie, soit l’arrivée de nombreux retraités provenant de la grande région métropolitaine de Montréal et un vieillissement de la population plus prononcé. Toutefois, l’importance du décrochage scolaire dans sa population joue certainement un rôle, coïncidant avec des difficultés d’arrimage des non-diplômés sur le marché du travail.

Figure 15. Taux de chômage par région administrative – Niveau en juillet 2023 en pourcentage (%) et évolution entre 2013 et 2023 en points de pourcentage (p.p.)



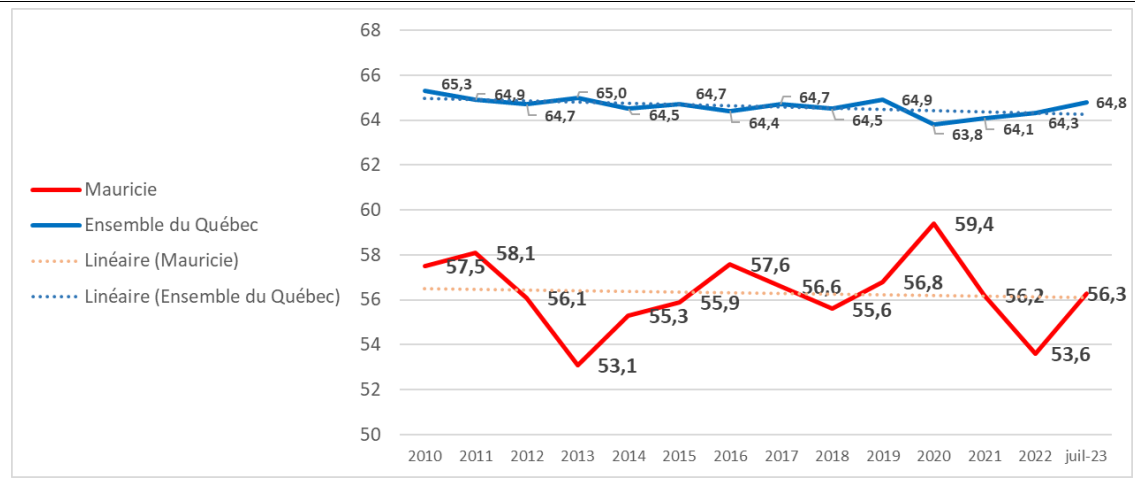
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 16. Taux d'activité par région administrative (juillet 2023)



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 17. Évolution du taux d'activité par région administrative (2010-2023)



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

5.3 Structure industrielle

Une forte présence de décrocheurs dans une population régionale peut influencer à long terme la structure industrielle et inversement. Un bassin de main-d'œuvre moins qualifié et éduqué, moins porté à innover ou à s'adapter à l'innovation et en moyenne moins productif, correspond davantage à des secteurs d'activité plus traditionnels et moins technologiques, impliquant des tâches plutôt routinières et peu complexes souvent liés à des emplois à faibles salaires. Inversement, ce type de bassin de main-d'œuvre tend à freiner la croissance de secteurs d'activité plus innovants et technologiques, exigeant des qualifications d'emploi plus pointues. On devrait donc observer une adéquation sociologique entre les caractéristiques de la main-d'œuvre disponible et les besoins d'emplois spécifiques des secteurs d'activité opérant dans la région.

Dans la figure 18 ci-dessous, nous établissons, pour chaque secteur d'activité, un lien entre la rémunération horaire moyenne des salariés (données du Québec) et le niveau de spécialisation sectorielle de la Mauricie. Nous voulons voir si, compte tenu du grand nombre de décrocheurs dans la région, sa structure industrielle tend plutôt vers des secteurs à plus bas salaires, synonymes de plus faibles productivité et niveau technologique.

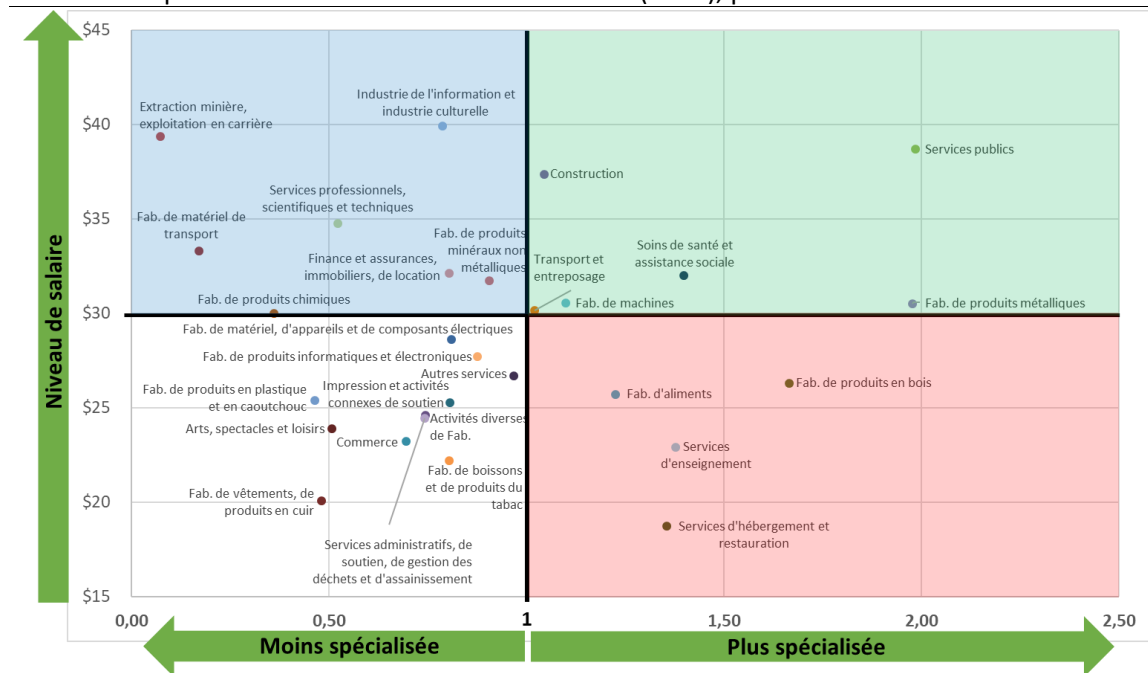
Pour ce faire, nous avons calculé, pour chaque secteur d'activité, l'indice de spécialisation industrielle de la Mauricie par rapport à l'ensemble du Québec¹⁹. Construit sur une base de 1, il indique à quel degré un secteur d'activité a un poids important (en termes de PIB) dans

¹⁹ Plus formellement, cet indice est calculé de la façon suivante :
$$\frac{(PIB_{ij}/PIB_{total_j})}{(PIB_{i-Québec}/PIB_{total_{Québec}})}$$
 où

i est l'indicateur de l'industrie et *j* l'indicateur de la région. L'indice compare donc la part du PIB du secteur d'activité *i* dans le PIB total de la région *j* avec la part de ce secteur d'activité *i* dans le PIB total au Québec. Si cette part est plus élevée dans la région *j* que dans l'ensemble du Québec, on dira que la région *j* est relativement plus spécialisée dans le secteur *i* en comparaison avec l'ensemble de la structure industrielle du Québec en termes de PIB.

l'économie d'une région par rapport au poids de ce même secteur dans l'ensemble de l'économie du Québec. Un indice plus grand que 1 révèle que la région est relativement plus spécialisée dans ce secteur par rapport à la structure industrielle de l'ensemble du Québec, et inversement pour un indice inférieur à 1.

Figure 18. Relation entre la rémunération horaire moyenne des salariés (Québec, 2022) et l'indice de spécialisation de la Mauricie selon le PIB (2020), par secteur d'activité



Source : Statistique Canada. Tableau 14-10-0206-01 Rémunération horaire moyenne des salariés rémunérés à l'heure, selon l'industrie, données annuelles. Les données sont de 2022.

Institut de la statistique du Québec, Produit intérieur brut aux prix de base par industrie, régions administratives, régions métropolitaines de recensement, Québec. Les plus récentes données sur le PIB par secteur d'activité remontent à 2020.

La figure 18 est séparée en quatre quadrants. La première division représente le niveau de rémunération horaire moyenne (salaires), avec comme balise la moyenne au Québec pour l'ensemble des secteurs d'activité, soit 29,95\$ par heure. La deuxième division indique l'indice de spécialisation, selon lequel la région est spécialisée dans un secteur (indice au-dessus de 1) ou non (indice en-dessous de 1).

Le quadrant en haut à droite indique les secteurs dans lesquels la Mauricie est spécialisée et qui offrent un niveau de salaires élevé. Le potentiel économique d'une région est généralement plus grand lorsque cette région se spécialise dans des secteurs à forts salaires. Or, il y a très peu de ces secteurs en Mauricie. Outre les secteurs publics (services publics, soins de santé et assistance sociale), on retrouve essentiellement la fabrication de produits métalliques, bien que le niveau de salaires de ce secteur soit à la limite inférieure du quadrant. La construction, le transport et l'entreposage et la fabrication de machines apparaissent aussi dans ce quadrant, mais avec un niveau de spécialisation près de la valeur unitaire.

Le quadrant en bas à droite indique une situation moins favorable d'un point de vue économique, c'est-à-dire une spécialisation dans des secteurs à plus faibles salaires. Il y a quatre secteurs de la Mauricie dans ce quadrant, soit la fabrication de produits en bois, la fabrication d'aliments, les services d'hébergement et restauration et les services d'enseignement.

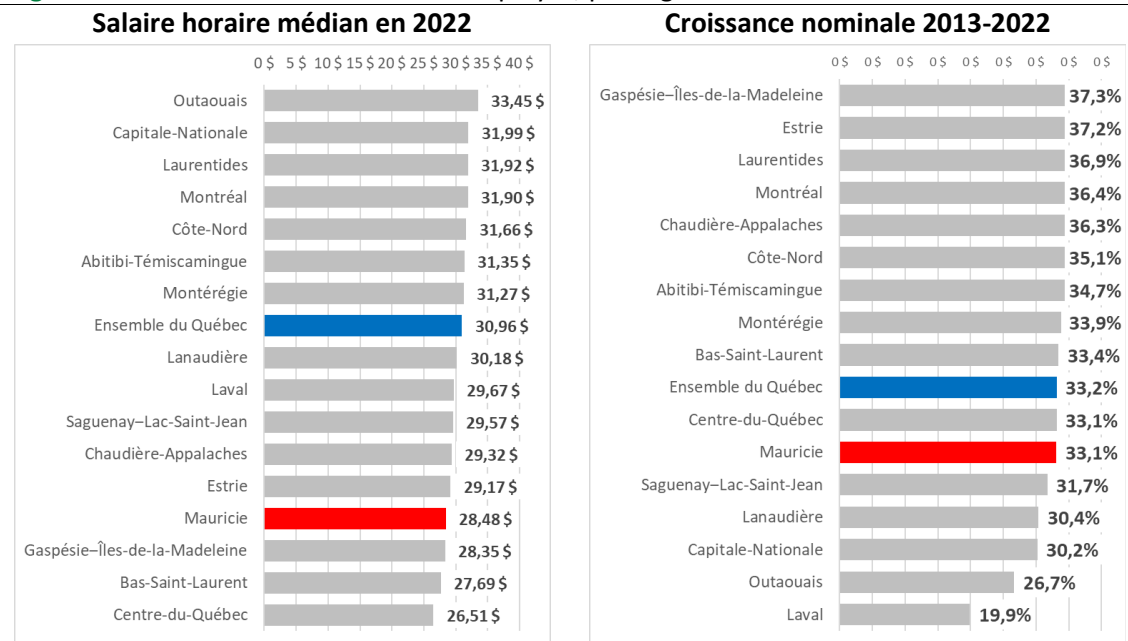
Le quadrant en haut à gauche regroupe des secteurs à forts salaires, mais à faible spécialisation. Ce sont des secteurs dont on souhaite particulièrement le développement pour accroître la richesse économique de la région. On retrouve notamment dans ce quadrant la fabrication de matériaux de transport, la fabrication de produits chimiques, la fabrication de produits minéraux non métalliques, l'industrie de l'information et industrie culturelle et les services professionnels, scientifiques et techniques.

En bref, la figure 18 confirme que la structure industrielle de la Mauricie est davantage centrée sur des secteurs plus traditionnels offrant en moyenne des salaires plus faibles, conformément à l'hypothèse que nous avons formulée.

5.4 Niveau de salaire, richesse et pauvreté

Avec une plus forte proportion de décrocheurs dont les revenus sont en moyenne inférieurs et une structure industrielle plus centrée vers des industries à plus faibles salaires, le salaire horaire médian en Mauricie est l'un des plus faibles au Québec en 2022 (figure 19, panel gauche). La région se trouve aussi en bas du classement pour la croissance nominale de ce salaire horaire médian entre 2013 et 2022 (figure 19, panel droit).

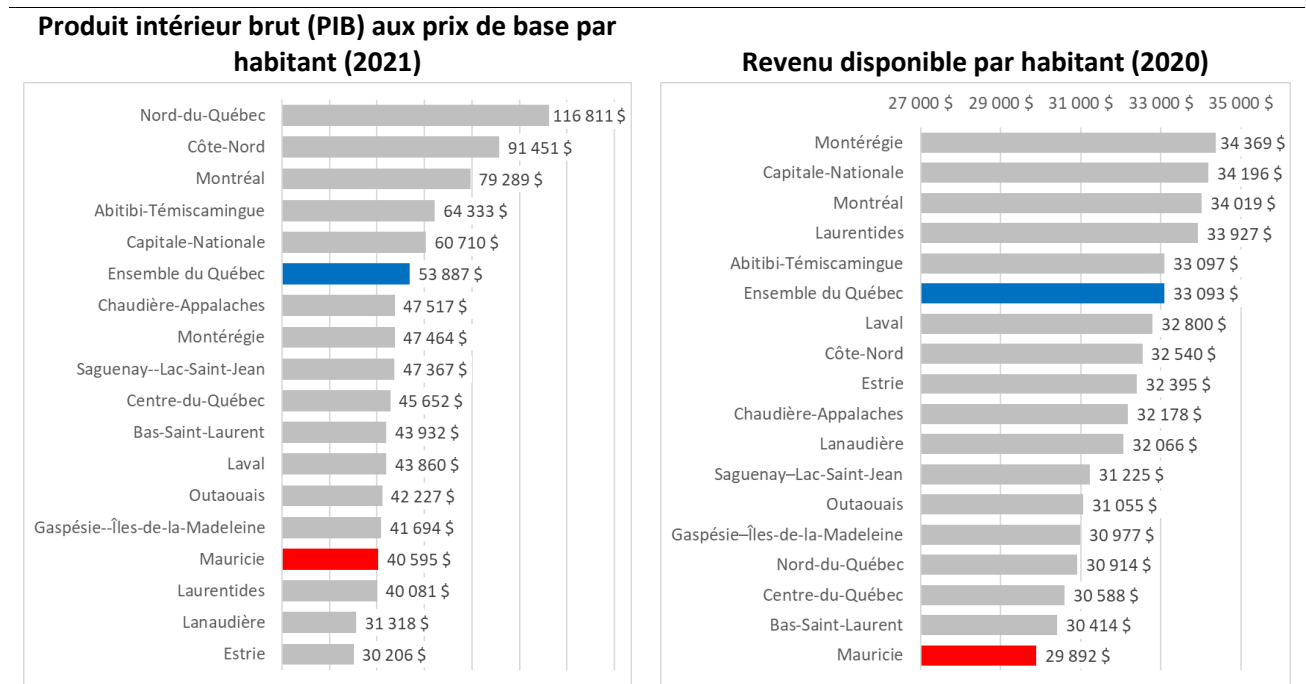
Figure 19. Salaire horaire médian des employés, par région administrative



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Le PIB par habitant est une mesure de la richesse productive moyenne d'une population. À l'instar du salaire médian, la Mauricie arrive en queue de classement pour le PIB par habitant en 2021, soit avec un total de 40 595\$ (figure 20, panel gauche). La corrélation n'est donc pas parfaite entre le PIB par habitant (ce qui est produit dans une région) et le revenu effectif des individus (ce qui est gagné dans une région). Le revenu disponible par habitant nous indique les revenus effectifs une fois que toutes les taxes et les impôts sont payés, mais en ajoutant les transferts gouvernementaux. Bref, c'est le revenu qui est réellement disponible pour consommer et épargner. Là encore, la Mauricie fait mauvaise figure avec le dernier rang parmi les RA (figure 20, panel droit), avec un revenu disponible de 29 892\$ par habitant en 2020, ce qui est bien en-deçà du niveau de l'ensemble du Québec (33 093\$).

Figure 20. Mesures de richesse par habitant - Produit intérieur brut (PIB) et revenu disponible, par région administrative

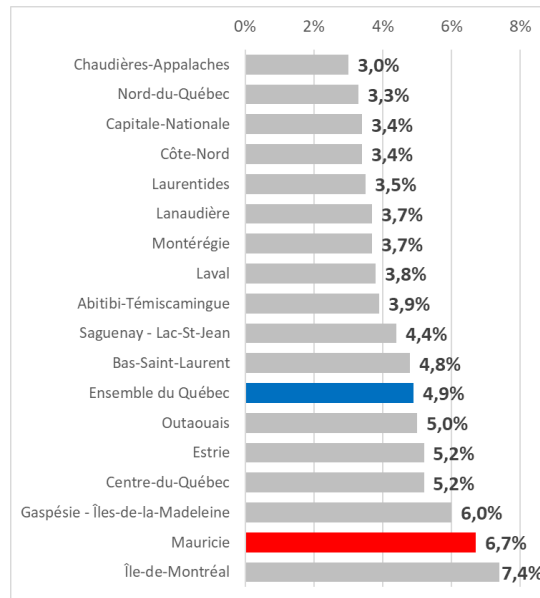


Source : Institut de la statistique du Québec.

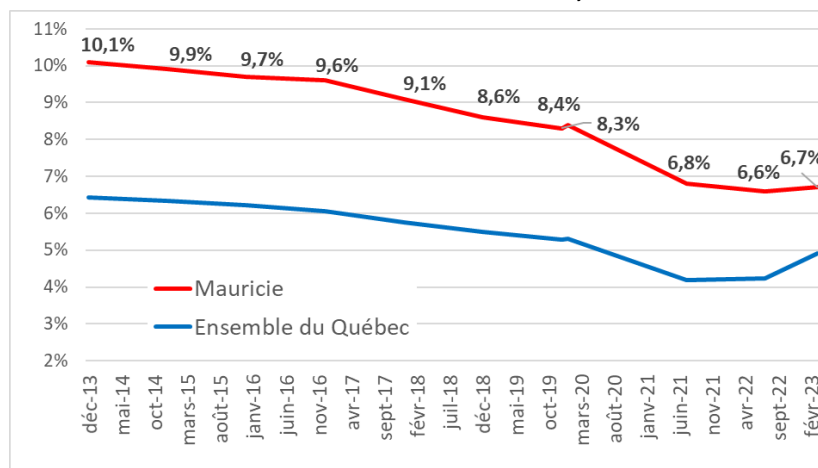
On observe donc qu'en Mauricie, le niveau de richesse est relativement faible par rapport aux autres régions du Québec. En conséquence, le taux d'assistance sociale est élevé en Mauricie (figure 21, panel du haut), soit la région ayant le deuxième plus fort niveau (6,7%) parmi les RA, contre seulement 4,9% dans l'ensemble du Québec. Toutefois, ce taux d'assistance sociale suit une tendance à la baisse depuis 10 ans (figure 21, panel du bas) tant en Mauricie qu'au reste du Québec.

Figure 21. Taux d'assistance sociale (0-64 ans)

Taux d'assistance sociale, par région administrative (mars 2023)



Évolution du taux d'assistance sociale, 2013-2023

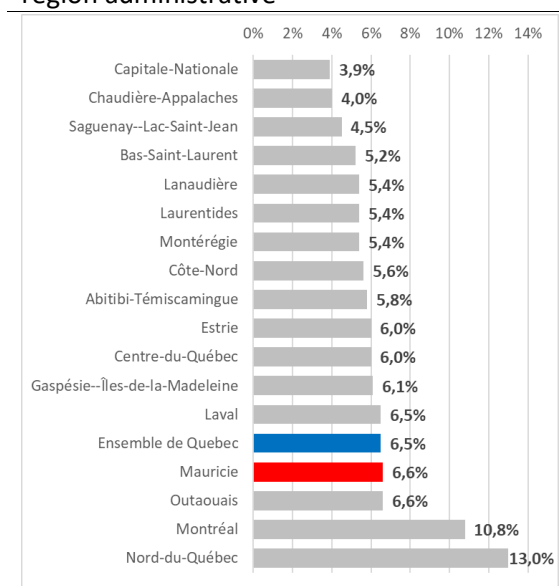


Source : Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale, Direction de l'analyse et de l'information de gestion, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Le taux de faible revenu – c'est-à-dire le nombre de personnes ayant un faible revenu dans la population – confirme ce constat : la Mauricie affiche l'un des plus forts taux de faible revenu au Québec (figure 22).

Bref, toutes les statistiques sur le niveau de salaire, de richesse et de pauvreté sont cohérentes avec un fort niveau de décrochage scolaire en Mauricie, conformément aux hypothèses discutées dans le chapitre 4.

Figure 22. Taux de faible revenu (2020), par région administrative



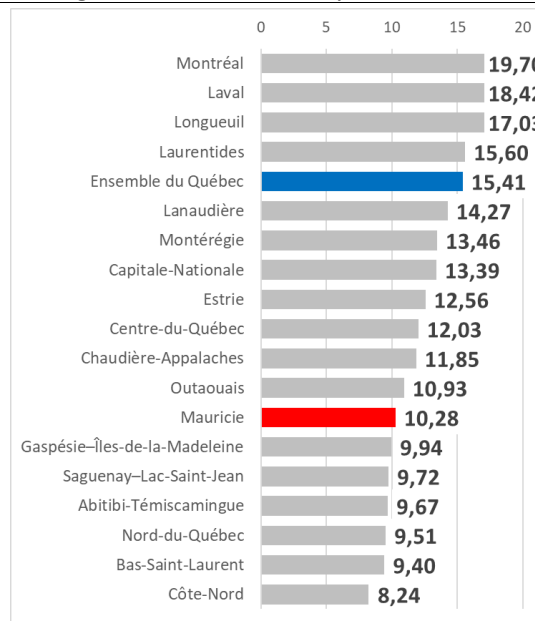
Source : Statistique Canada, Fichier des familles T1. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

5.5 Entrepreneuriat

A titre de mesure de l'entrepreneuriat, nous utilisons le taux de création d'entreprises, défini comme étant le nombre d'entreprises nouvellement immatriculées par habitant âgée de 25 à 64 ans²⁰. Ce taux d'entrepreneuriat est relativement faible en Mauricie (10,28), arrivant en 12^{ième} position dans le classement des régions du Québec (figure 23), alors qu'il s'élève à 15,41 dans l'ensemble du Québec. Nous nous attendions à ce qu'une région connaissant un faible taux de diplomation affiche un retard sur le plan entrepreneurial.

²⁰ C'est dans la tranche d'âge des 25-64 ans

Figure 23. Taux de création d'entreprises (nombre d'entreprises nouvellement immatriculées) par habitant âgé de 25 à 64 ans, moyenne 2018-2020



Source : Registre des entreprises du Québec, calculs de l'auteur.

5.6 Conclusion du portrait socio-économique

Le portrait socio-économique de la Mauricie est généralement cohérent avec les conséquences économiques du décrochage que nous avons explicitées dans le chapitre 4. On s'attendait à ce que le fort taux de décrochage scolaire et l'importance de la population sans diplôme dans la région coïncident avec une performance économique relativement faible. C'est d'ailleurs ce que le tableau 9 confirme : la région se classe dans les derniers rangs parmi les RA pour la plupart des statistiques compilées. Enfin, nous avons démontré que la structure industrielle de la Mauricie est plutôt centrée sur des industries traditionnelles à plus faibles salaires.

Les seules exceptions à cette cohérence concernent l'évolution récente de la région, avec une amélioration économique notable sur le plan de la croissance du PIB et du marché de l'emploi. Le fait que la Mauricie détient tout de même une proportion importante de sa population avec un certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou université (avec un 4^{ème} rang parmi les RA sur ce plan) contribue certainement à accompagner cette transition économique. Cependant, malgré cette embellie, on remarque que le niveau de richesse et de pauvreté reste problématique dans la région, ce qui est attendu avec un fort décrochage scolaire.

On rappelle toutefois que la présente analyse n'est présentée qu'à titre illustratif, dans une démarche purement descriptive et ne constitue donc pas une démonstration formelle de causalité entre le décrochage scolaire et le développement régional.

Tableau 9. Résumé de l'analyse statistique de la Mauricie et cohérence avec les hypothèses théoriques à propos des liens entre le décrochage et chaque variable

	Valeur	Rang sur 17	Cohérence
Croissance du PIB 2015-2022	11,4%	11	Moyenne
Croissance du PIB 2009-2013	-2,1%	17	Forte
Taux de chômage	3,2%	4	Faible
Évolution du taux de chômage 2013-2023	-6,3 p.p.	2	Faible
Taux d'activité	56,3%	15	Forte
Évolution du taux d'activité 2013-2023	-3,2 p.p.	2	Faible
Structure industrielle	Surtout centrée sur des secteurs d'activité de faibles-moyens salaires	-	Forte
Salaire horaire médian	28,48 \$	13	Forte
Croissance du salaire horaire médian 2013-2022	33,1%	11	Moyenne
PIB par habitant	40 595 \$	14	Forte
Revenu disponible par habitant	29 892 \$	17	Forte
Taux de faible revenus	6,6%	14	Forte
Taux d'assistance sociale	6,7%	16	Forte

Conclusion

Dans ce rapport, nous avons démontré que le décrochage scolaire engendre des conséquences économiques et sociales significatives pour la Mauricie. Comme le résume le tableau 10 ci-dessous, ces impacts sont multiples, tant sur le plan individuel – i.e. la qualité de vie des décrocheurs – que sur le plan régional – i.e. les coûts économiques et sociaux, ainsi que la limitation du potentiel de développement.

Nous avons estimé que le décrochage scolaire représente un coût économique substantiel pour la région, variant entre 712 et 941,7 millions de dollars annuellement, soit l'équivalent de 2 935 \$ à 3 882 \$ par habitant de 15 ans et plus. On rappelle cependant qu'il s'agit d'estimations très approximatives dans le seul but de présenter une estimation de l'ampleur du coût économique du décrochage.

Dans une perspective d'analyse coût-bénéfice, ceci signifie que des investissements publics en Mauricie ayant comme objectif de soutenir la persévérance scolaire pourraient s'élever jusqu'à une fourchette approximative de 712 à 941,7 millions de dollars par année tout en étant rentables économiquement.

Au-delà de cette estimation purement comptable, nous avons aussi démontré que la présence d'une forte proportion d'individus sans diplôme dans une région pouvait significativement handicaper son potentiel économique et productif. Nous avons expliqué comment le décrochage scolaire impactait négativement plusieurs leviers du développement régional, tels que l'innovation et la créativité, la productivité des entreprises, l'entrepreneuriat, l'attractivité régionale et la mobilisation régionale. Ces conséquences économiques sont plus difficiles à mesurer et à percevoir à court terme, et donc à comptabiliser monétairement. Mais, à plus long terme, les effets du décrochage scolaire percolent à travers l'ensemble du système productif d'une région, affaiblissant graduellement la capacité de croissance des entreprises et son développement.

Nous avons illustré ce processus en traçant le portrait socio-économique de la Mauricie, montrant une corrélation entre la forte présence du décrochage scolaire dans la région et ses faiblesses économiques. De ce point de vue, la lutte contre le décrochage scolaire devient un véritable axe de développement socio-économique régional.

Tableau 10. Résumé de l'ensemble des conséquences économiques et sociales du décrochage scolaire au niveau individuel et régional

	Impacts individuels chez les décrocheurs (hausse du risque individuel)	Impacts socio-économiques régionaux
Revenus et richesses	<ul style="list-style-type: none"> • Revenus plus faibles • Chômage et absence d'emploi (inactivité) • Actifs financiers réduit • Faible taux d'épargne • Pauvreté, précarité financière et dépendance économique • Faible possibilité d'avancement professionnel 	<p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> → Dépenses sociales → Perte de recettes de taxes et d'impôt → Coût d'assurance-emploi <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Perte de PIB → Pauvreté territoriale → Cohésion sociale → Problèmes sociaux (santé physique et mentale, dépendance et surconsommation, criminalité, vandalisme, etc.) → Perte d'attractivité régionale
Productivité au travail	<ul style="list-style-type: none"> • Faible productivité au travail • Déficit de connaissances générales et spécifiques, de formation, de compétences et de qualifications • Moindre prédispositions cognitives en matière de créativité, d'ouverture, de mode de pensée hors des sentiers battus et de résolution de problème • Moindre capacité d'adaptation et de flexibilité cognitive face à l'innovation et aux nouvelles technologies 	<p>Employeurs et région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Faible capital humain → Perte de productivité → Limitation du potentiel créatif → Moindre capacité d'innovation → Moindre capacité de transformation et d'adaptation technologique <p>Employeurs</p> <ul style="list-style-type: none"> → Faible rendement des investissements en formations continues <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Croissance économique handicapée → Moindre entrepreneuriat régional → Affaiblissement de la structure industrielle → Perte d'attractivité régionale
Employabilité	<ul style="list-style-type: none"> • Faible employabilité • Inactivité / Exclusion du marché du travail • Faible satisfaction au travail 	<p>Employeurs</p> <ul style="list-style-type: none"> → Sous-utilisation des capacités productives → Pénuries de main-d'œuvre → Fort taux de roulement dans les organisations → Perte de productivité <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> → Inefficiency du marché du travail → Chômage et faible taux d'activité <p>Gouvernement et employeurs</p> <ul style="list-style-type: none"> → Coûts de réinsertion au marché du travail

Impacts sociaux	<ul style="list-style-type: none"> • Problèmes de santé physique et mentale • Comportements antisociaux (délinquance, vandalisme, crime et incarcération) • Problèmes de consommation et de dépendance • Grossesses précoces ou non désirées 	<p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Coûts supplémentaires système de santé ➔ Dépenses sociales ➔ Dépenses policières et carcérales ➔ Coûts vandalisme <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Cohésion sociale ➔ Problèmes sociaux (santé physique et mentale, dépendance et surconsommation, criminalité, vandalisme, etc.) ➔ Perte de bien-être et de qualité de vie pour la communauté ➔ Perte d'attractivité régionale ➔ Coûts de nettoyage et de réparation (vandalisme) ➔ Hausses primes et coûts d'assurance
Société	<ul style="list-style-type: none"> • Exclusion sociale • Moindre participation communautaire, civique et politique • Manque d'estime de soi et de statut social 	<p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Dépenses sociales <p>Région</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Vitalité des communautés ➔ Cohésion sociale ➔ Santé démocratique

Bibliographie

- Acosta, Robert A, and Edward J Martin. 2013. California urban crisis and fiscal decline: Trends in high school dropout rates and economic implications. *Urbana: Urban Affairs & Public Policy* XIV:1-33.
- Aghion, Philippe, and Peter Howitt. 1998. *Endogenous Growth Theory*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Attanasio, Orazio P. 1998. Cohort analysis of saving behavior by U.S. households. *Journal of Human Resources* 33:575+.
- Audretsch, David B. 2003. Innovation and spatial externalities. *International Regional Science Review* 26 (2):167-174.
- Badulescu, Alina, and Csaba Csintalan. 2016. Decreasing School Dropout Rate As A Factor Of Economic Growth And Social Empowerment. Theoretical Insights. *The Annals of the University of Oradea. Economic Sciences* XXV:457-464.
- Barro, Robert J. 1991. Economic Growth in a Cross Section of Countries. *The Quarterly Journal of Economics* 106 (2):407-443. doi: 10.2307/2937943.
- Belfield, Clive R. 2014. The economic burden of high school dropouts and school suspensions in Florida. The Civil Rights Project/Proyecto Derechos Civiles at UCLA.
- Belfield, Clive R, and Henry M. Levin. 2007. The Economic Losses of High School Dropouts in California. California Dropout Research Project Report #1.
- Benhabib, Jess, and Mark M. Spiegel. 2005. Chapter 13 Human Capital and Technology Diffusion. In *Handbook of Economic Growth*, edited by Philippe Aghion and Steven N. Durlauf, 935-966. Elsevier.
- Bernard, Andrew B, and J Bradford Jensen. 1999. Exporting and productivity. National bureau of economic research Cambridge, Mass., USA.
- Blaya, Catherine. 2012. Le décrochage scolaire dans les pays de l'OCDE. *Regards croisés sur l'économie* 12 (2):69-80. doi: 10.3917/rce.012.0069.
- Campbell, Colin. 2015. The socioeconomic consequences of dropping out of high school: Evidence from an analysis of siblings. *Social Science Research* 51:108-118. doi: <https://doi.org/10.1016/j.ssresearch.2014.12.011>.
- Cancellieri, G., Giulia Cappellaro, Alex Turrini, Noelia Salido-Andres, María José Sanzo, Luis Alvarez-González, Marta Rey-Garcia, J. Kullberg, A. Broek, Aurelie Cognat, Sandford, and Anne-Claire Pache. 2018. *Social Innovation in Arts & Culture. Social Cohesion in Contexts of Culture-led Place Rejuvenation*. 1st Edition ed, *Social Innovation*: Routledge.
- Card, David. 1999. Chapter 30 - The Causal Effect of Education on Earnings. In *Handbook of Labor Economics*, edited by Orley C. Ashenfelter and David Card, 1801-1863. Elsevier.
- Carlson, L. Carolyn. 2013. Adolescent Literacy, Dropout Factories, and the Economy: The Relationship between Literacy, Graduation Rates, and Economic Development in the United States. *Journal of Education and Human Development* 2 (1):1-8.
- Catterall, James. 2011. The Societal Benefits and Costs of School Dropout Recovery. *Education Research International* 2011. doi: 10.1155/2011/957303.
- Cheeseman Day, Jennifer, and Eric C. Newburger. 2002. The Big Payoff: Educational Attainment and Synthetic Estimates of Work-Life Earnings. Special Studies. Current Population Reports.: Bureau of the Census (DOC), Washington, DC. Economics and Statistics Administration.
- Cohen, Mark A. 1998. The Monetary Value of Saving a High-Risk Youth. *Journal of Quantitative Criminology* 14 (1):5-33. doi: 10.1023/A:1023092324459.

- Cohen, Mark A., and Alex R. Piquero. 2009. New Evidence on the Monetary Value of Saving a High Risk Youth. *Journal of Quantitative Criminology* 25 (1):25-49. doi: 10.1007/s10940-008-9057-3.
- Conseil de l'Europe. 2017. *Cultural participation and inclusive societies - A thematic report based on the Indicator Framework on Culture and Democracy*.
- Crafts, Nicholas, and Pieter Woltjer. 2021. GROWTH ACCOUNTING IN ECONOMIC HISTORY: FINDINGS, LESSONS AND NEW DIRECTIONS. *Journal of Economic Surveys* 35 (3):670-696. doi: <https://doi.org/10.1111/joes.12348>.
- De Witte, Kristof, and Deni Mazrekaj. 2017. Décrochage scolaire. In *L'école de la réussite*, edited by Hindriks Jean and Kristof De Witte. Itinera Institute.
- Desrosiers, Hélène. 2015. Chapitre 3. Scolarité et compétences. In *Les compétences en littératie, en numératie et en résolution de problèmes dans des environnements technologiques : des clefs pour relever les défis du XXIe siècle. Rapport québécois du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA)*, edited by Hélène Desrosiers. Québec: Institut de la statistique du Québec.
- Desrosiers, Hélène, and Magali Robitaille. 2003. Chapitre 3. La scolarité : un élément clé des compétences en littératie. In *Développer nos compétences en littératie : un défi porteur d'avenir*. Québec: Institut de la statistique du Québec.
- Développement des ressources humaines Canada. 2002. Le décrochage scolaire : définitions et coûts. Développement des ressources humaines Canada.
- di Paola, Vanessa, and Stéphanie Moullet. 2018. Quel rôle pour le marché du travail local sur le risque de décrochage scolaire ? *Formation emploi* 144 (4):95-116. doi: 10.4000/formationemploi.6547.
- Easterly, William, and Ross Levine. 2001. It's Not Factor Accumulation: Stylized Facts and Growth Models. *The World Bank Economic Review* 15 (2):177-219.
- Eurofound. 2012. Young people and NEETs in Europe: First findings. European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions (Eurofound).
- Fortin, Pierre. 2016. L'obtention d'un diplôme d'études secondaires rapporte un demi-million de dollars au diplômé. edited by ESG-UQAM Département des sciences économiques.
- Girshina, Anastasia. 2019. Wealth, Savings, and Returns Over the Life Cycle: The Role of Education. *Swedish House of Finance Research Paper* (No. 19-10).
- Grossman, Michael. 2006. Chapter 10 Education and Nonmarket Outcomes. In *Handbook of the Economics of Education*, edited by E. Hanushek and F. Welch, 577-633. Elsevier.
- Hankivsky, Olena. 2008. Cost Estimates of Dropping Out of High School in Canada. Canadian Council on Learning.
- Hanushek, Eric A, and Ludger Wößmann. 2007. The role of school improvement in economic development. *National Bureau of Economic Research Working Paper Series* No. 12832.
- Haveman, Robert H., and Barbara L. Wolfe. 1984. Schooling and Economic Well-Being: The Role of Nonmarket Effects. *The Journal of Human Resources* 19 (3):377-407. doi: 10.2307/145879.
- Heckman, James J. 2004. Lessons from the Technology of Skill Formation. *Annals of the New York Academy of Sciences* 1038 (1):179-200. doi: <https://doi.org/10.1196/annals.1315.026>.
- Heisz, Andrew, Geranda Notten, and Jerry Situ. 2015. The Role of Skills in Understanding Low Income in Canada. In *Measurement of Poverty, Deprivation, and Economic Mobility*, 153-184. Emerald Group Publishing Limited.
- Jeannotte, Sharon. 2000. Tango Romantica or liaisons dangereuses? Cultural policies and social cohesion: Perspectives from Canadian research. *International journal of cultural policy* 7 (1):97-113.

- Langlois, Pierre. 2018. La littératie comme source de croissance économique. Fondation pour l'alphabétisation et le Fonds de solidarité FTQ.
- Langlois, Pierre. 2021. La littératie au Québec : un regard local sur les enjeux. Estimation d'un indice de littératie par MRC. Fondation pour l'alphabétisation.
- Langlois, Pierre. 2023. Incidence de la structure scolaire et collégiale sur la littératie des régions. Fondation pour l'alphabétisation.
- Levin, Henry, Clive Belfield, Peter Muennig, and C. Rouse. 2007. *The Costs and Benefits of an Excellent Education for America's Children*: Teachers College, Columbia University.
- Lucas, Robert E. 1988. On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics* 22 (1):3-42. doi: [http://dx.doi.org/10.1016/0304-3932\(88\)90168-7](http://dx.doi.org/10.1016/0304-3932(88)90168-7).
- Mak, Hei Wan, and Daisy Fancourt. 2019. Arts engagement and self-esteem in children: results from a propensity score matching analysis. *Annals of the New York Academy of Sciences* 1449 (1):36-45. doi: <https://doi.org/10.1111/nyas.14056>.
- Mankiw, N. Gregory, David Romer, and David N. Weil. 1992. A Contribution to the Empirics of Economic Growth*. *The Quarterly Journal of Economics* 107 (2):407-437. doi: 10.2307/2118477.
- McCaul, Edward J., Gordon A. Donaldson, Theodore Coladarci, and William E. Davis. 1992. Consequences of Dropping Out of School: Findings From High School and Beyond. *The Journal of Educational Research* 85 (4):198-207. doi: 10.1080/00220671.1992.9941117.
- Ménard, Jacques. 2009. Savoir pour pouvoir : Entreprendre un chantier national pour la persévérance scolaire. Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec.
- Muennig, Peter A. 2007. Consequences in Health Status and Costs. In *The Price We Pay: Economic and Social Consequences of Inadequate Education*, edited by Clive Belfield and Henry M. Levin. Brookings Institution Press.
- Nelson, Richard R., and Edmund S. Phelps. 1966. Investment in Humans, Technological Diffusion, and Economic Growth. *The American Economic Review* 56 (1/2):69-75.
- OCDE, and Statistique Canada. 1995. Littératie, Économie et Société : Résultats de la première Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes. Paris et Ottawa.
- OECD. 2005. *Oslo Manual*.
- Oreopoulos, Philip, and Kjell G. Salvanes. 2011. Priceless: The Nonpecuniary Benefits of Schooling. *Journal of Economic Perspectives* 25 (1):159-84. doi: 10.1257/jep.25.1.159.
- Romer, Paul M. 1990. Endogenous Technological Change. *Journal of Political Economy* 98 (5):S71-S102.
- Rumberger, Russell W. 2011. *Dropping out: Why students drop out of high school and what can be done about it*. Cambridge, MA, US: Harvard University Press. doi:10.4159/harvard.9780674063167.
- Spence, Michael. 1973. Job Market Signaling. *The Quarterly Journal of Economics* 87 (3):355-374. doi: 10.2307/1882010.
- Stuit, David A., and Jeffrey A. Springer. 2010. California's High School Dropouts: Examining the Fiscal Consequences. Foundation for Educational Choice.
- Sum, Andrew, Ishwar Khatiwada, and Joseph McLaughlin. 2009. The consequences of dropping out of high school. *Center for Labor Market Studies Publications*.
- Throsby, David. 2001. *Economics and Culture*. Cambridge, UK: Cambridge University Press. Book.
- Uppal, Sharanjit. 2017. Young men and women without a high school diploma. In *Statistique Canada*.